l'Humanité Rouge

Bimensuel 4 F - No 64 du 31 octobre au 21 novembre 1979 – Supplément à l'Humanité rouge No 1162

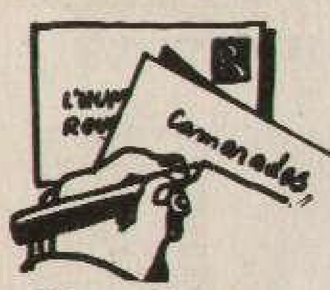
Affaire Boulin

Voir page 5

URSS

L'heure de la succession

Courrier des lecteurs



«Un outil pour faire du porte à porte»

Le bimensuel No 62 me semble complètement à côté de la plaque. C'est difficile de vendre un journal quand il ne correspond à rien de ce qu'on attendait !

Quasi rien — certaines fois rien du tout — sur les luttes de la rentrée et les problèmes politiques : les hôpitaux, l'unité CGT-CFDT, les lois anti-immigrés, les luttes dans les entreprises...

Sur le plan international, alors que les Soviétiques redoublent d'activité ces derniers temps, que la situation dans le Sud-Est asiatique s'aggrave, on ne trouve aucune explication, le seul article un peu consistant porte sur Bokassa !

Par contres les articles sur Goldman me semblent un peu disproportionnés par rapport à l'importance de l'événement. Le dossier sur l'armée est *unilatéral*. Même si l'aspect « défense de la nation » est annoncé, sommes-nous sûrs que le lecteur achètera le numéro suivant ? Certes on ne peut développer toute la ligne du Parti en un article, mais il est gênant de faire un « dossier » qui soit unilatéral.

Quant à l'article sur Dylan, il me semble un peu complaisant pour la « mythologie dylanienne ».

— Quand nous faisons du porte-à-porte ou d'autres ventes, qui cherchons-nous à toucher ? Surtout la classe ouvrière et les travailleurs pour les aider dans leur lutte et les rapprocher du Parti, le leur faire connaître.

Donc, je ne suis pas d'accord avec la conception de presse « magazine », « détente » (ou VSD pendant qu'on y est) pour le bimensuel, quand c'est notre principale arme pour les ventes, donc pour toucher la classe ouvrière, faire connaitre notre ligne.

Notre point de vue de Parti sur les événements importants, notre propagande doivent y être amplement développés même s'il est vrai que le bimensuel ne peut répondre à l'actualité au jour le jour ...

Extraits
Lille

«J'ai été choqué par le No 62»

Je n'ai jamais écrit à la rédaction du bimensuel, mais aujourd'hui, je décide de le faire car j'ai été choqué (le mot n'est pas trop fort) par le dernier numéro, (no 62).

Dans ce numéro du bimensuel, il y a deux absences remarquées :

— *L'accord CGT-CFDT* : Ne pouvait-on faire un *dossier* là-dessus avec un rappel historique des relations des deux centrales depuis 1968, avec le contenu de l'accord, ses implications par branche quant aux luttes et aux revendications, etc. ?

— *L'attaque gouvernementale contre les hôpitaux et la santé* alors que la mobilisation se développe un peu partout et qu'il y avait une journée nationale d'action *deux jours après la sortie* du bimensuel !

Sur ces deux faits seulement, je constate que le bimensuel est à côté de la réalité, à côté de l'actualité. Question : quelle répercussion cela a-t-il sur la diffusion ? Il est certain que de ce point de vue, le quotidien est plus en prise avec la réalité (exemple : un numéro bien fourni sur les hôpitaux le jour de la journée nationale d'action CGT-CFDT).

Par ailleurs, la place accordée à l'assassinat de Goldman me parait un peu trop importante (trois pages).

Je partage entièrement l'avis du lecteur à propos du bimensuel énergie, que vous publiez en « courrier ».

(Cette lettre méritait sans doute une réponse). Ce qui m'étonne, c'est qu'à nouveau dans ce numéro le terme de « nucléocrates » soit utilisé (en page 21, dans le titre de l'article de Joël Fabien). Le lecteur avait-il tort de s'interroger sur le sens de ce terme ? Le sens est-il politiquement adéquat ?

Quelques mots sur le culturel. J'ai été scandalisé par la rubrique *« Dans la musette de Pierre Valsa. Au creux des sillons »*. Alors qu'un mouvement mystique basé sur le fidéisme déferle sur certains milieux intellectuels et une partie de la jeunesse, aux Etats-Unis et en Europe, Pierre Valsa en arrive à encenser un disque Dylan participant à ce mouvement : *« Le plus incroyable dans l'affaire, c'est qu'il arrive, à partir d'eau de bénitier et de prêchi-prêcha à nous torcher un excellent disque, de ses meilleurs »* ! Ah oui, c'est véritablement incroyable ça ! Parler de *« la quête dylanienne de l'authenticité »* me parait un peu fort de café quand on connait l'envergure du bonhomme, plutôt en quête de... pognon. Valsa a tort de dire que *« le thème ne compte guère »* et de tenir pour rien les attaques contre le marxisme que fait Dylan ainsi que les slogans chauvins de de ce soi-disant *« grand contestataire »*.

On peut se demander ce que devient le point de vue de classe sur la culture.

Depuis quelque temps, il y a dans le bimensuel, une sorte d'ouverture sur le plan culturel : au sectarisme a succédé une sorte de libéralisme mou. Du moins, c'est ainsi que la chose m'apparait. Notre tâche, à mon avis, c'est de faciliter l'accès des travailleurs à la culture française et étrangère, classique et moderne ; l'accès aux grandes œuvres littéraires et artistiques. Tant que notre « musette » sera aux trois quarts remplie par le rock et la pop-music — dont il faut parler effectivement — nous ne pouvons pas répondre à l'attente des travailleurs.

Un lecteur de Lille

PS : Bravo pour le beau récit d'Alain ZON sur la grève des mineurs de Trieux !

«L'assassinat de Pierre Goldman»

Je vous écris par rapport au numéro 62 à propos de l'article sur l'assassinat de Goldman, signé Claude Lebrun.

« Nous y avons participé bien qu'ayant été tenu à l'écart par les trotskistes de la réunion de préparation » dit-il.

Premièrement, c'est une sacrée exagération que de dire que nous étions présents. Le journal n'a nullement appelé à cette manifestation. Au contraire, les deux lignes qui signalaient qu'elle aurait lieu étaient imprimées dans des caractères qui doivent être les plus petits existants à l'imprimerie. Et ceci n'était pas faute de place. En plus, à part les camarades journalistes, rares étaient les camarades qu'on a pu voir à cette manifestation, et encore plus rares nos camarades dirigeants (sauf un qui s'est tenu froidement sur le côté de la manifestation, en spectateur). Nous avons pu y compter une quinzaine de camarades. Si cela veut dire qu'on était présent... bravo !

Ensuite, par rapport à l'accusation que ce sont les trotskistes qui nous ont tenu à l'écart. Est-ce que notre Parti a appelé d'autres organisations le soir de l'assassinat pour savoir s'il y avait des choses ? Sinon, difficile de dire qu'on était tenu à l'écart. En plus, nos attitudes souvent sectaires dans le passé (et pas toujours le passé) en fait justifient qu'on ne pense pas toujours à appeler le PCML ! Il faut quand même dire qu'une fois qu'on avait signé l'appel, personne n'a essayé de nous tenir à l'écart... !

Je vous écris cette lettre parce que ce passage de l'article m'a tellement agacée. Cependant, je n'ai pas d'illusions soit sur la prise en compte de la lettre, soit sa publication. Une fois que quelque chose est imprimé, quel que soit le niveau d'aberration, on le laisse plutôt que de revenir dessus en expliquant ou en faisant une autocritique !

Paris

l'Humanité Rouge

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE

Sommaire

Editorial

Le fil de l'actualité

International

Magazine

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Rédacteur en chef* : Henri Jour. *Rédacteurs* : *Intérieur* : Pierre Burnand, Jacques Duroc, Joël Fabien, Catherine Lemaire, Pierre Marceau. *International* : Annie Brunel, Serge Forest, Évelyne Le Guen, Jean Schubert. *Culturel* : Léon Cladel, Estelle Delmas, Frédéric Lachaise, Pierre Valsa. *Secrétaire de rédaction* : Guy Lanrivain. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle*. *Directeur de publication* : André Druesne.

L'Humanité rouge BP 201 - 75926 Paris Cédex 19 CCP : 3022672 D La Source. Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP. Dépôt légal 3e trimestre 1979. Directeur de publication : André Druesne. Imprimerie La Nouvelle.

13

URSS

A l'heure de la succession de Brejnev



7

Informations syndicales

Lever les obstacles à l'unité d'action

24

PEINTURE

Léon Cladel s'est rendu au Grand Palais visiter l'exposition Picasso





GRENOBLE: UN MOIS D'OCTOBRE RICHE EN LUTTES

Face à l'agression patronale, surmontant les divisions, les travailleurs grenoblois n'ont pas manqué la rentrée

Les houillères de la Mure, Rhône-Poulenc Textile, Rhône-Poulenc Chimie, SCAL, Neyrpic, Hutchinson, Thomson CSF, le ***Dauphiné Libéré*** et, bien entendu Merlin Gérin, les luttes des travailleurs grenoblois n'ont pas manqué en cette rentrée de l'automne 1979.

Cela n'était pas arrivé depuis longtemps. Il y a eu l'impasse de l'Union de la gauche, mais aussi depuis plusieurs années les méthodes « nouveau style » de patrons décidés à imposer « le consensus social ». Merlin Gérin met en place ses « groupes de travail », pratique de plus en plus la DPO (direction participative par objectifs), etc. Cela va de pair avec une arrogance sans limites, c'est non à toutes les revendications : pour 1979, Merlin Gérin s'était permis de ne garantir que 5,5 % d'augmentation à ses 8 000 salariés, chez Caterpillar, c'était 6 %, chez Thomson CSF, impossible de discuter à Grenoble, il faut s'adresser à Paris. Les travailleurs ont courbé un temps l'échine. Quelques luttes ont eu lieu au printemps 1979 : Raymond Bouton, PCUK, Merlin Gérin. Mais la dispersion de ces luttes et les divisions syndicales (CFDT plutôt attentiste et CGT plus occupée à attaquer la CFDT qu'à construire l'unité des travilleurs), n'ont pas permis des succès importants. Vient l'été. Le pouvoir d'achat n'a cessé de se dégrader et le gouvernement en rajoute avec l'augmentation des cotisations de Sécurité sociale. Ce n'est plus possible !

Dès septembre, la CGT lance une semaine d'action. A défaut de démarrer des luttes importantes, elle a au moins le mérite de déclencher la réflexion chez les travailleurs et de réveiller la volonté de lutte. Très vite, la CFDT doit emboiter le pas. Les travailleurs ne veulent plus attendre, et exigent l'unité syndicale. Début octobre, l'unité d'action est réelle à Merlin Gérin, Neyrpic, Thomson CSF, Meyrtec, Rhône-Poulenc, et à l'hôpital des Sablons, et les luttes, dont notre quotidien s'est largement fait l'écho, se développent, avec une caractéristique nouvelle : la volonté d'entrainer les non-grévistes, le refus de tirer les marrons du feu pour eux. Aussi les forces sont-elles dures : piquets dissuasifs à Thomson-CSF, Rhône-Poulenc Chimie, occupation à Merlin-Gérin. Car une fraction de la classe ouvrière hésite à s'engager dans la lutte. Le matraquage gouvernemental pour imposer le consensus social et l'effondrement de l'Union de la gauche n'y sont pas pour rien. Il est encore trop tôt pour tirer un bilan.



Le long week-end de la Toussaint aura été un tournant pour plusieurs de ces luttes. Le 31 octobre, après trois semaines d'occupation, les mineurs de la Mure ont repris le travail avec des résultats qui semblent minces. Chez Merlin Gérin, FO ayant abandonné l'occupation le 28 octobre, la direction en a profité pour négocier avec les syndicats non-grévistes : FO, CFTC, CGC, syndicat autonome. Mais les travailleurs restant déterminés, elle a dû proposer des bases de négociation à la CGT et à la CFDT, à condition que soit rétablie « *la liberté du travail* ». Après des débats houleux le 2 novembre, les travailleurs ont voté pour l'arrêt de l'occupation et les négociations se sont ouvertes. Les résultats ne sont pas négligeables, ce qui a amené la CGT à appeler à la reprise du travail pour le 5 novembre, la CFDT aussi, bien qu'elle pense que la poursuite de la grève pouvait être encore payante. Nous analysons encore mal en ce 3 novembre les raisons qui ont poussé la CGT à prendre cette décision mais un élément important semble préservé : l'unité syndicale.

Correspondant Grenoble
3 novembre.

EDITORIAL

«Démocratie française» ...

Survenant peu de temps après l'affaire des diamants de Giscard, le suicide de Robert Boulin jette à son tour une lumière crue sur les mœurs de ceux qui dirigent ce pays...

Au-delà de la tentative de diversion orchestrée par le locataire de l'Élysée et visant à rendre certains journaux jugés trop bavards responsables du suicide de Robert Boulin, ce qui se dégage d'abord de cette affaire est l'interpénétration des milieux dirigeants et des escrocs de haute-volée.

Quoi qu'il en soit de la responsabilité exacte de Robert Boulin dans la sombre affaire où il a été mis en cause, ce qui demeure, ce sont ses liens avec le promoteur immobilier Henri Tournet, inculpé d'escroquerie. Celui-ci n'est pas un débutant dans ce genre de pratique puisque, d'après Robert Boulin lui-même, il s'y livrait déjà dans les années 50. Ce qui n'empêchait pas Robert Boulin d'intervenir , ur que Tournet soit décoré de l'Ordre de Commandeur de la Légion d'Honneur. En 1976, il lui aurait également demandé de devenir son conseiller technique.

Tournet était également lié à certains dirigeants du RPR, notamment le célèbre Foccart, celui-là même qui eut durant de nombreuses années, la haute main sur les services occultes du gouvernement. Il était encore lié familialement cette fois-ci, avec Jean-Claude Servan Schreiber, chargé des questions audiovisuelles au RPR. M. Tournet n'était donc pas sans relation.

Ce n'est pas la première fois qu'une telle affaire met en lumière de telles imbrications. Ces dernières années en ont été émaillées. Elles sont les dessous d'une « démocratie française » où l'accès au pouvoir est conçu comme l'occasion de faire de bonnes affaires, elles sont l'expression d'un pouvoir qui n'est autre que celui du capital, drainant autour de lui toute une faune d'hommes de main et d'arrivistes. Elles sont le fruit du pouvoir d'une classe qui vit de la recherche du profit.

Comment remédier à de telles pratiques ?

Certains diront peut-être que nous sommes vieillots, mais la Commune de Paris avait apporté en son temps une excellente réponse qui est toujours jeune : les ministres et tous ceux qui avaient des responsabilités dans la vie publique ne devaient pas toucher plus que le salaire moyen d'un ouvrier et avoir un mode de vie qui y soit comparable.

Marx écrira à ce sujet : « *La Commune fut composée des conseillers municipaux, élus au suffrage universel dans les divers arrondissements de la ville... Depuis les membres de la Commune jusqu'au bas de l'échelle la fonction publique devait être assurée pour un salaire d'ouvrier. Les bénéfices d'usage et les indemnités de représentation des hauts dignitaires de l'État disparurent avec ces hauts dignitaires eux-mêmes. Les services publics cessèrent d'être la propriété des créatures du gouvernement central* ».

Mais ne révons pas : vous imaginez Giscard sans ses châteaux ? Pour entrer en vigueur, une telle mesure supposerait que le pouvoir devienne celui des travailleurs, que l'État ne soit plus un instrument de domination des travailleurs, au service des capitalistes, mais qu'il soit au service des travailleurs. Les princes qui nous gouvernenent céderaient la place aux serviteurs du peuple. C'est pour une telle société que nous luttons.

Le suicide de Robert Boulin jette également une lumière crue sur les rivalités et les réglements de compte ayant lieu dans les milieux gouvernementaux. Dans sa lettre posthume, Robert Boulin faisait état de la « *collusion évidente d'un escroc paranoïaque et de certains milieux politiques où, hélas, mes propres amis ne sont pas exclus* ». Il apparait de plus en plus nettement en effet que ce sont certains milieux dirigeants du RPR qui ont décidé de rendre public le dossier où était compromis Robert Boulin.

Pourquoi ?

Robert Boulin était toujours membre du RPR mais avait de vives divergences avec Jacques Chirac. Il avait d'ailleurs quitté momentanément le RPR pour protester contre sa prise en main par Chirac. Or, depuis quelques temps, des rumeurs faisaient état de sa possible accession au poste de premier ministre.

La bombe n'avait-elle pas pour but de l'en empêcher ? Ne craignait-on pas qu'il puisse devenir un rival ? L'occasion était trouvée pour le discréditer.

L'affaire Boulin doit être resituée dans la préparatin des élections présidentielles. On peut d'ailleurs s'attendre à ce que d'autres affaires du même genre éclatent d'ici 1981.

De la même manière peut s'expliquer l'attitude du PCF. L'air de l'indignation entonnée par *l'Humanité* contre *Le Monde* et *Le Canard enchainé* parce qu'ils avaient fait état des faits mettant en cause Robert a de quoi faire sourire. On avait déjà pu constater la grande prudence de la direction du PCF lors de l'affaire des diamants de Giscard. Tout comme du côté de l'Élysée, on entend *l'Humanité* s'en prendre aux journaux qui seraient responsables de la mort de Robert Boulin. Un peu de sérieux : que cela plaise ou non, les activités d'un ministre ou d'un président de la République relèvent de la vie publique, leurs trafics au moment même où ils appellent et imposent l'austérité méritent d'être connus. Mais les élans d'indignation de Georges Marchais relèvent avant tout de considération de circonstances. Il ne faudrait surtout pas que puisse éclater une crise politique qui rapproche les échéances électorales de 1981. La direction du PCF veut avoir tout son temps pour procéder au rééquilibrage de la gauche... Toute vérité n'est bonne à dire que si elle sert cela.

Pierre BURNAND



Montpellier, 1200 dans l'enthousiasme...

A l'initiative de l'ASMT (Association de soutien aux travailleurs migrants) s'est tenue dimanche 21 octobre une après-midi culturelle marocaine. Et ce avec le soutien du collectif de Montpellier contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru.

Contre les lois Barre-Bonnet

Un exemple à suivre

Dans une salle de la nouvelle mairie, le groupe musical marocain « Nass el Ghiwane », qui chante des chansons populaires, notamment sur l'immigration, a soulevé l'enthousiasme des 1 200 participants !

L'après-midi a commencé par une intervention du collectif. Celle-ci a reçu un large écho car à Montpellier comme ailleurs, les attaques se précisent.

Déjà, depuis longtemps, de nombreux actes racistes ont cours : des cafés refusent de servir les immigrés ; des inscriptions racistes sur les murs ; cet été, assassinat de deux travailleurs immigrés à la ZUP de la Paillade (Montpellier).

... Sans parler des licenciements massifs de travailleurs immigrés depuis deux ans dans le bâtiment ! Enfin pour couronner le tout, un vide culturel encore plus grand que pour les autres travailleurs (et pourtant, c'est déjà pas brillant !).

Et dernièrement, il y a environ trois semaines, six expulsions à Montpellier !

Les lois Barre-Bonnet-Stoléru ne vont qu'aggraver la situation !

Le collectif contre ces lois racistes regroupe à Montpellier pas mal d'organisations : ASTM, UIS-CFDT, FEN, Syndicat de la Magistrature, Syndicats des avocats de France, MAJ, Justice démocrate, MIVOC, ASFA, MDPL, France-Amérique latine, CDTM, Association France-Palestine, UGET, UNJA, UNEM, JOC, Syndicat de la Médecine générale, SNES-sup droit, MAS, Vie nouvelle, MFPF, Conseil Église réformée, Groupes femmes, Foyer femmes battues, CSCV, MRAP, Ligue des droits de l'homme, Comité Larzac et partis politiques : PS, PSU, PCML, FA, JCR, LCR et a pour objectif l'abrogation des lois et la lutte contre le racisme.

Lors de sa prise de parole, le collectif a rappelé la situation de lutte et de répression dans les foyers Sonacotra et a *« appelé à l'unité et à la mobilisation de tous face aux nouvelles lois : c'est l'affaire de tous, Français et immigrés ! »*

Des banderoles sur les murs : *« Non au racisme », « Unité Français-immigrés »* appuyaient l'intervention.

Puis, le spectacle a commencé. La salle était comble et chose rare, on notait une très forte participation de travailleurs immigrés (en particulier du bâtiment), ainsi que la présence de travailleurs français syndiqués à la CFDT et à la CGT.

L'ambiance chaleureuse, la participation de tous, l'excellente communication entre la salle et l'orchestre ont fait de ce spectacle de qualité un moment inoubliable pour tous.

A la fin, l'orchestre a eu bien du mal à quitter la salle !

C'est un fait important que se soit tenu dans notre ville un si grand rassemblement de travailleurs immigrés. C'est un début dans la mobilisation contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru. Mais il faudra plus, beaucoup plus pour obtenir l'abrogation de ces lois et en particulier l'unité des travailleurs français et immigrés à laquelle le collectif continuera à travailller.

Correspondant Montpellier





Lever les obstacles à l'unité d'action

Par Charles Malloire

Il n'est pas un jour sans que nous recevions des témoignages au sujet des difficultés rencontrées dans la réalisation de l'unité d'action syndicale à la base. Il nous semble donc nécessaire de revenir sur cette question. Tout d'abord, quelles sont ces difficultés ?

Il semble qu'à l'origine de ces difficultés, on trouve des différences d'objectifs entre la CGT et la CFDT. Aujourd'hui, d'une façon générale, la CGT envisage le développement de l'action en élargissant le plus possible la base de mobilisation. La CGT par là, veut répondre par une mobilisation et une action d'ensemble à une politique antipopulaire globale du gouvernement. La CFDT, de son côté, propose des actions sur des objectifs précis et limités, voulant par là rompre avec les actions de protestation autour d'un catalogue de revendications qualifié par elle de *« fourre-tout »* ! Voilà déjà une première différence d'appréciation, qui, après analyse, ne devrait pas aboutir au refus d'application du protocole d'unité d'action signé par les deux confédérations. En effet, que ce soit de l'avis des militants CGT ou CFDT, il est un impératif exigé par tous qui est : *Le développement de l'action unie des travailleurs sur des objectifs qui rassemblent, et selon des formes d'action qui recueillent l'adhésion du plus grand nombre !* Il est certain, et chacun le reconnait facilement, que l'on n'engage pas la lutte pour seulement protester mais bien pour obtenir satisfaction, c'est tout le sens des luttes qui se sont développées ces dernières semaines telles que l'Alsthom, Dassault, etc.

Différences d'appréciation

Les deux appréciations qui différencient aujourd'hui la CGT et la CFDT ne nous semblent pas contradictoires, en tout cas tellement opposées au point d'aboutir à la division. Pourtant, les militants syndicalistes ont beaucoup de mal à unir leurs points de vue. Il ne fait pas de doute que d'autres éléments entrent en ligne de compte dans les difficultés à réaliser l'unité d'action !

Au sein de la CFDT

En effet, au sein de la CFDT, se développe une réaction à la propagande intensive du PCF qui poursuit l'objectif d'apparaître comme le *« seul parti de la classe ouvrière »*. Cette propagande s'appuie bien souvent sur les luttes où la CGT est

partie prenante, avec ou sans les autres organisations syndicales, et où des adhérents PCF militent à la CGT.

Cette propagande, outre le fait qu'elle veuille faire passer le PCF comme la seule force défendant la classe ouvrière, nie les efforts de nombreux militants sans parti, ou adhérents du PS et d'autres organisations. Ces militants pourtant luttent fermement contre la politique du gouvernement, soit au sein de la CGT ou de la CFDT. Ainsi non seulement leur action est passée sous silence, mais les tracts du PCF ne cessent d'attaquer les militants à la base de la CFDT, qualifiant leur action de collaboration de classe, de mise en application du consensus social. Bien souvent, ces militants CFDT n'ont en définitive qu'une seule préoccupation : élargir le plus possible, aux côtés des militants CGT, l'action de classe indispensable à la défense des intérêts économiques des masses populaires.

Le résultat c'est que ces militants, faisant part de leur mécontentement, voire de leur désarroi, sont, au sein des structures CFDT, l'objet d'une récupération au profit d'une orientation sectaire. Ainsi, se trouve minorisée l'action de toutes les meilleures volontés qui, sans céder au découragement, travaillent inlassablement à l'unité d'action.

...et de la CGT

De la même façon, au sein de la CGT, une pression de certains militants, adhérents du PCF pour certains, s'exerce pour faire épouser par la CGT l'orientation sectaire du PCF. Cette pression, qui se situe en complète opposition aux orientations du 40e congrès confédéral et qui anéantit tous les efforts pour réaliser le protocole d'unité d'action entre CGT et CFDT, se traduit bien souvent dans les relations à la base par des attitudes antiunitaires, des déclarations hostiles à l'égard des militants de la CFDT les assimilant au recentrage, à la collaboration de classe, à l'inaction.

Ainsi, de part et d'autre, chacun trouve mille raisons, mille prétextes dans l'attitude de son partenaire pour ne pas réaliser l'unité d'action. Chacun proclame haut et fort sa volonté d'unité, mais ne peut résister à des agissements anti-unitaires ; enfin chacun prend à témoin les travailleurs les appelant à soutenir son action et à critiquer et condamner celle du partenaire.

DÉSARROI, DÉCOURAGEMENT

De tout cela, les travailleurs concluent, trop vite bien souvent, à l'inutilité de se syndiquer. Combien de fois n'ont-ils pas dit : « *quand vous serez d'accord nous agirons ou je paierai mes timbres !* ». Le résultat de tout cela c'est le découragement, le désarroi !

LE DÉSIR D'UNITÉ !

Pourtant l'aspiration à l'unité est profonde. Je voudrais vous faire part à ce sujet de la lettre d'un ouvrier de chez Renault à Saint-Jean-de-la-Ruelle. Cette lettre fut publiée sous forme de tract par la CFDT après la reprise du travail mettant fin à la grève :

« *Nos représentants :*

Quelles que soient leurs appartenances syndicales, ils ont fait leur boulot vis-à-vis de nous, même si parfois, ils ont éprouvé quelques difficultés, ils ont su faire l'unité du départ et l'unité de la fin et je crois que cela mérite bien un coup de chapeau. Ils ont fait ce qu'ils ont pu et cru bon pour tous et je les en remercie. De toute façon, il faut bien se dire que ce n'était pas très facile dans la situation où nous étions placés et je ne suis pas certain que nous aurions fait aussi bien qu'eux, soyons francs. »

Il conclut ainsi :

« *Tenez-vous prêts à recommencer la lutte dans les prochains jours ou mois. Il y a tellement à construire pour notre liberté, nos ambitions et nos enfants. Je me parle en vous parlant. Sachez que la colère est idiote. La rancune ne sert à rien. L'erreur aboutit à l'expérience. La confiance c'est l'unité et l'unité, c'est notre seule force.*

Un de vos camarade vous parlait ».

Cela illustre parfaitement l'aspiration à l'unité de tous ceux et de toutes celles qui veulent lutter !

COMMENT SORTIR DE CETTE SITUATION ?

Ne laissons planer aucune illusion ! Le mouvement syndical est aujourd'hui empoisonné par la division des formations politiques de gauche. Cela ne fait de doute pour personne. Le PS et le PCF règlent leurs comptes par syndicats interposés ! Les travailleurs qui ont été trompés par l'illusion qu'avait suscitée le Programme commun et qui ont été écœurés par la polémique PS-PCF au lendemain des élections font une fois de plus les frais des querelles politiciennes des partis de gauche.

LE COURAGE D'ENTREPRENDRE

Cela dit, il ne sert à rien de se désespérer : l'analyse lucide de cette réalité doit nous donner le courage d'entreprendre ce qui correspond à l'aspiration à l'unité des travailleurs.

Il faut donc renouer patiemment les relations d'unité entre sections syndicales sur la base des intérêts communs des travailleurs face au patronat. Nous devons mettre en avant ce qui unit les militants CGT et CFDT par delà les différences d'appréciation, voire divergences, des confédérations. Ces compromis doivent permettre la mise au premier plan des axes revendicatifs fondamentaux qui unissent les travailleurs et les différentes organisations syndicales dans la lutte contre le patronat et son gouvernement. Ces compromis permettront ainsi la réalisation de l'unité d'action tout en laissant à chaque organisation la possibilité de développer son point de vue.

Qu'on laisse la possibilité à la CGT de critiquer l'idée du « consensus social ». La CGT devant comprendre qu'il n'est pas juste de faire aux militants de la CFDT le procès de vouloir réaliser un soi-disant consensus social. Rappelons qu'au congrès de Brest, près de 50 % de la CFDT a critiqué le recentrage, sans compter tous ceux et toutes celles qui en accord avec le recentrage se sont déclarés fermement attachés à la lutte contre le plan Barre pour la satisfaction de leurs revendications et ont agi en conséquence.

D'un autre côté, qu'on cesse de faire le procès à tous les militants CGT d'être à la botte, voire manipulés par le PCF. Sachons analyser les situations. De nombreux militants de la CGT adhérents du PCF, sincèrement attachés à la lutte de classe, critiquent plus ou moins ouvertement l'orientation sectaire du PCF dans la classe ouvrière, orientation contribuant à diviser là où il serait nécessaire d'unir.

C'est en faisant appel à tout ce qu'il y a de prolétarien chez tous ces militants, c'est en mettant en avant, de façon permanente, avec beaucoup de patience et de persévérance, ce qui les unit dans leur condition d'exploité, et non ce qui les divise, que nous parviendrons à passer d'une situation de division à l'unité qu'il nous faut !

Charles MALLOIRE.

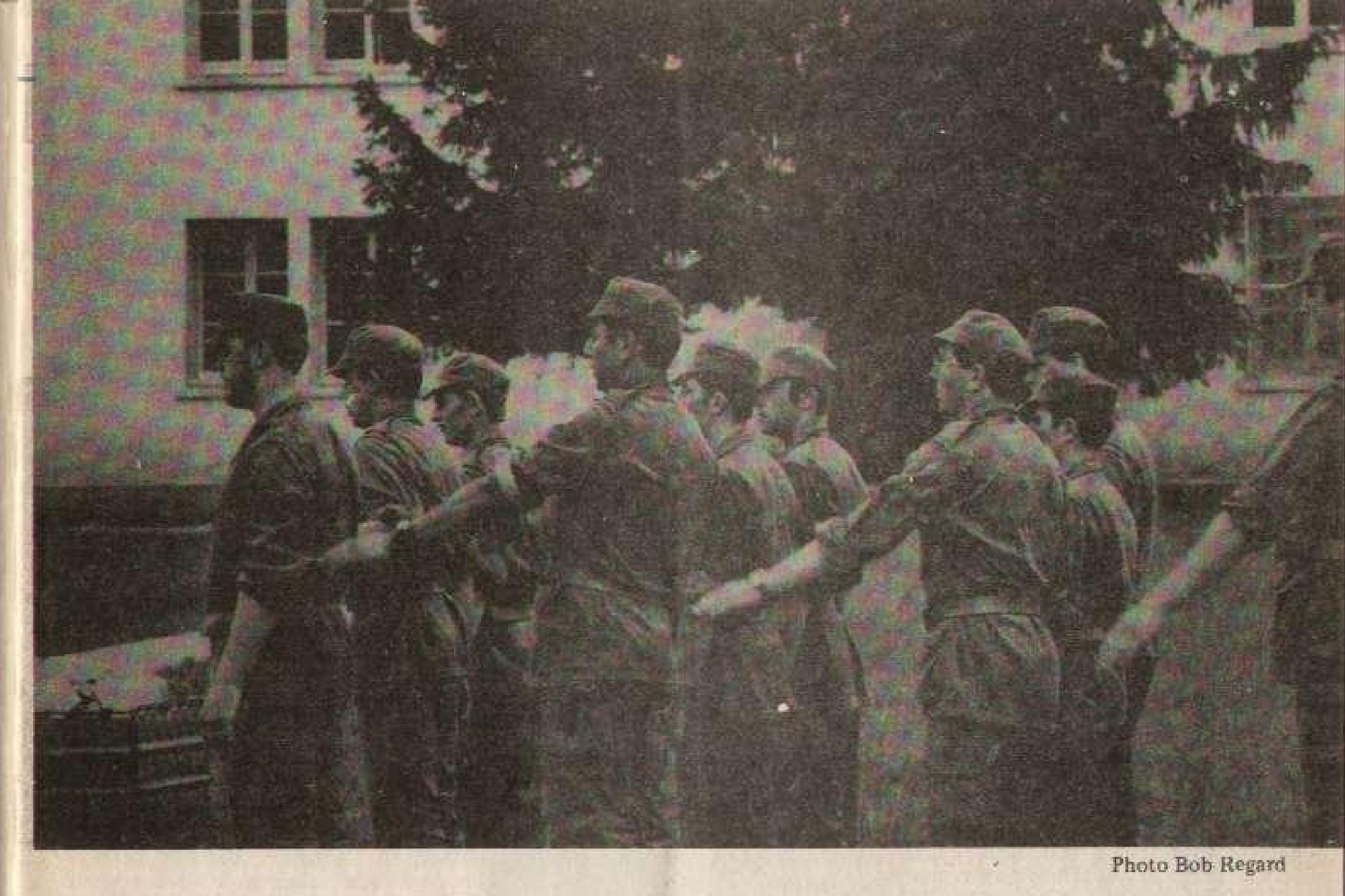


Photo Bob Regard

A qui sert l'armée ? (3)

Nous terminons ici la publication du dossier «A qui sert l'armée» entamée voici 2 numéros. Nous avons examiné les différentes mesures prises les dernières années accentuant le caractère anti-populaire de l'armée, les conceptions de défense gouvernementales. Peut-on faire confiance à la bourgeoisie pour assurer la défense du pays? Quelles sont nos orientations en ce domaine et dans celui de la lutte contre le caractère anti-populaire de l'armée? Telles sont les questions qu'aborde Jacques Bertrand.

Bien que sur le plan militaire la France garde une relative indépendance — autonomie serait plus exacte — vis-à-vis des USA et de l'organisation militaire de l'OTAN, la plupart des pays européens et le nôtre pour une plus faible partie, continuent à regarder les uns et l'autre comme les garants de leur sécurité.

Les intérêts de la superpuissance US et ceux des pays et peuples européens ne sont pas identiques : pour les premiers, il s'agit de défendre les intérêts des multinationales en Europe, pour les autres et les peuples particulièrement de lutter pour leur indépendance. Le temps où les USA disposaient d'une supériorité absolue sur l'URSS et en particulier sur le plan nucléaire stratégique, est depuis longtemps révolu : les négociations USA-URSS sur la « limitation » des armements (SALT 2) ont au mieux consacré la situation de parité existante entre ces deux pays, situation qui tendra à évoluer défavorablement pour les USA. Dans ce contexte, les deux

superpuissances se tiennent mutuellement en otage et cherchent donc à éloigner de leur métropole respective tout affrontement nucléaire. Et progressivement, il est même possible que les USA ne puissent plus jouer ce rôle vis-à-vis de l'URSS.

Or, en liant la défense européenne à celle des USA par le biais de l'OTAN les différents pays d'Europe de l'Ouest sont en position de subir les pressions des Américains préoccupés avant tout de défendre leurs intérêts et non les intérêts des Européens. Par ailleurs, les USA, progressivement plus vulnérables aux menaces soviétiques, *pourraient être contraints* de ne pas tenir tous les engagements qu'ils ont contractés en Europe. Quelle que soit l'évolution du rapport de force entre les deux grandes puissances, les pays et peuples européens ont intérêt à se dégager de la tutelle américaine, à lui substituer une indépendance plus marquée. Mais il faut bien le constater : les pays européens n'en prennent que lentement le chemin. La France en particulier, sur le plan de la défense, entretient une situation ambiguë.

Les compromissions avec l'URSS

Mais c'est néanmoins les rapports entretenus par la classe dominante, Giscard en tête, avec Moscou, qui suscitent le plus d'interrogations quant à cette volonté de défendre l'indépendance du pays.

Alors que les préparatifs militaires soviétiques ne cessent de s'accroître depuis quinze ans, alors que leurs armements nucléaires de portée intermédiaire sont capables de neutraliser tout le système de défense ouest-européen, alors que le Pacte de Varsovie dispose d'une supériorité incontestable et incontestée en armements classiques ;... Giscard — qui sait tout cela — se plait à aller en URSS et à recevoir Brejnev et salue à chacune de de ces occasions, *« le sincère désir de paix soviétique »*...

En fait, si l'on y regarde bien, les rencontres sont aussi et surtout l'occasion de signer d'importants contrats grâce auxquels les monopoles peuvent pénétrer le prometteur marché soviétique et empocher ainsi de confortables profits...

Quitte par là même à permettre à l'URSS de se consacrer mieux et plus à son formidable effort de guerre, quitte aussi à lui permettre de profiter des différents accords de coopération culturelle, sportive et autres — signés sur la lancée — pour se présenter comme un pays pacifique et tenter de duper les travailleurs sur leurs intentions agressives (1)... Quitte, et c'est le comble, à ballader les militaires soviétiques dans les installations de défense, à les inviter aux nombreuses manœuvres (Saône 1979) destinées à s'opposer à leur agression !

La «défense nationale» telle que la pratique la bourgeoisie

1870-1871 :

Thiers, chef du gouvernement traitre de Versailles, pactise avec Bismark dont les troupes occupent le tiers du pays. Il obtient de lui la libération des prisonniers français. Ces troupes seront utilisées pour écraser la Commune de Paris (100 000 morts dont 40 000 fusillés, hommes, femmes et enfants) après leur désarmement par les troupes de Versailles.

1914-1918 :

Bien qu'occupées par les troupes allemandes, les mines et les usines de la région de Thionville-Briey ne seront pas bombardées ; toute offensive y sera rigoureusement *interdite*. Et pourtant, c'est de ce bassin que l'Allemagne tirait la presque totalité du métal nécessaire à son industrie d'armement. Mais ces mines et usines appartenaient alors à la famille de Wendel, bien introduite auprès du gouvernement français. Les profits de ce maitre de forge, mais par là même aussi ceux des munitionnaires qui travaillaient pour la France, valaient bien que la guerre se prolonge... Peu leur importait sans aucun doute les millions de morts qui tombaient sur les deux fronts (1,3 million de morts pour la France, 2 millions pour l'Allemagne).

1940 :

Paul Reynaud, alors président du conseil : *« Le commandant en chef (Weygand) venait me dire une fois de plus qu'il faudrait demander l'armistice afin de garder une armée pour le maintien de l'ordre. Il est manifeste que la défense de l'ordre social qui le préoccupe depuis sa nomination est devenue chez lui une idée fixe ».* Cette même armée qui, si elle avait été utilisée, aurait permis — entre autres facteurs — de s'opposer à l'invasion du pays par les nazis.

Il s'agit là, on s'en doute, d'une politique tout à fait favorable aux intérêts des banquiers et autres monopoles qui font la loi dans notre pays ; mais par contre bien loin de satisfaire ceux des travailleurs et des masses populaires, leur sécurité...

Pas de chèque en blanc pour la défense du pays

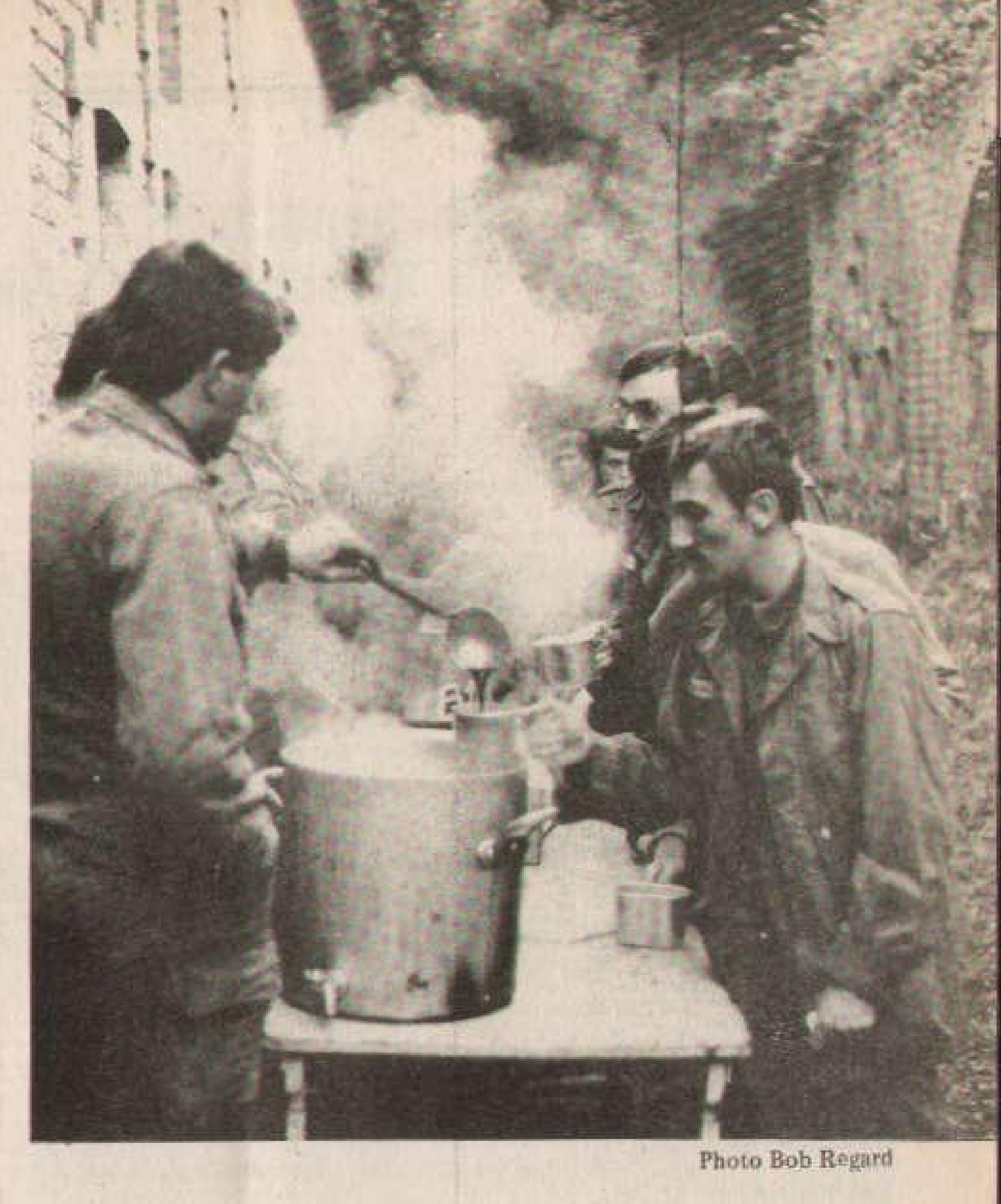
On retrouve là, *en germe*, l'attitude de capitulation qui prévalait de 1938 à 1940 particulièrement, dans les rangs de la bourgeoisie où le mot d'ordre *« Plutôt Hitler que le Front populaire »* était à l'honneur ; et celle de collaboration avec le nazisme qui fut la sienne par la suite, du moins pour sa grande majorité... Car là aussi, ce qui comptait n'avait rien à voir avec les intérêts des travailleurs et de la majorité de la population ; il s'agissait tout simplement pour la classe dominante de défendre le pouvoir de classe et ses profits... Les fortunes accumulées par les Berliet, Renault et autres collaborateurs de *« haut »* rang n'ont pas d'autres origines ni d'autres explications.

Aujourd'hui, cela est vrai, des mesures favorables à la défense sont prises ; la force nucléaire existe et sera, même modestement, renforcée ; des équipements favorables à la défense du pays (armement antichar Milan par exemple) sont commandés et entrent en dotation dans certaines unités.

Mais à côté de ces aspects positifs très limités il y a aussi les formidables hésitations et contradictions des conceptions officielles sur les recours à la force de frappe, l'absence d'une réelle volonté politique de défendre le pays ; il y a oppression et la répression que subissent quotidiennenent les soldats dans les casernes, l'instruction qui ressemble par trop à des brimades alors même que Giscard parle de la valeur inestimable de la *« dissuasion populaire »* ; il y a jusqu'à l'absence complète d'information de la population sur les dangers qui menacent le pays, et à plus forte raison celle de mesures de protection civile (abris antiatomiques...) ; il y a l'ambiguïté des rapports avec les USA et les compromissions avec l'URSS.

Ce que traduisent ces faits, parfois contradictoires, ce sont les hésitations d'une bourgeoisie, certes consciente des menaces qui pèsent sur le pays, mais qui ne sait s'il s'agira pour elle de s'engager sur la voie de la défense ou au contraire dans la voie de capitulation, dans les deux cas, pour sauvegarder ses intérêts, et cela suivant les conditions du moment. On ne peut pas, à l'heure actuelle, conclure automatiquement à une capitulation, mais le risque en est réel et de toute façon, la défense du pays si la classe dominante s'engageait sur cette voie, ne saurait être menée au profit des travailleurs et des masses populaires. Le sacrifice délibéré de milliers de soldats dans une bataille d'arrêt à la frontière, comme l'absence de toutes mesures de protection de la population sont révélateurs à ce sujet.

C'est bien pourquoi il ne peut être question de s'en remettre au bon vouloir de la bourgeoisie. Dans un domaine aussi vital pour les masses populaires, bien au contraire, la mobilisation de larges secteurs de la population est indispensable.


Photo Bob Regard

Quelles mesures de défense ?

Sur un plan général, nous l'avons dit, seul s'abandon de la politique néo-coloniale pratiquée par le pouvoir envers le tiers monde permettrait tout à la fois d'assurer le bien être des peuples concernés et de contribuer à la défense du pays, en leur garantissant en particulier un juste prix pour leurs matières premières et en renforçant la sécurité de notre ravitaillement et de son acheminement.

Il est également indispensable que l'unité européenne progresse : non seulement elle permettrait d'échapper aux pressions ou à la subordinaton aux intérêts américains mais encore de former face à l'URSS un bloc uni qui trancherait singulièrement avec la désunion actuelle et les conséquences militaires qui en résultent.

Il est bien certain que de telles orientations politiques, pour positives qu'elles soient, parce qu'ayant des répercussions favorables à la défense du pays, n'en restent pas mois insuffisantes pour garantir cette même défense... Elles ne peuvent l'être parce que les classes dominantes d'Europe contінueront à avoir la direction de la défense des pays ; que les intérêts des travailleurs, leur sécurité, les vies humaines à épargner, les souffrances à éviter, les libertés à préserver comptent peu pour la bourgeoisie au regard de ses profits.

Nous l'avons dit, le maintien et le renforcement de la force de frappe peuvent concourir à assurer la sécurité du pays et c'est bien pourquoi nous ne nous y opposons pas.

Mais surtout, nous pensons que seule une véritable mobilisation des travailleurs des masses populaires est capable de garantir à notre pays son indépendance et au peuple sa liberté. Les exemples ne manquent pas de pays et de peuples qui ont su sauvegarder avec succès leur indépendance — ou la reconquérir — y compris contre des agresseurs très supérieurs au niveau militaire. La Chine, la Yougoslavie, l'Albanie, d'autres encore, notre pays lui-même pendant la dernier guerre antinazie, y sont parvenus avec succès. C'est en s'appuyant sur les forces vives du pays — les travailleurs — que la défense et la libération le cas échéant pourront être menés à bien et au moindre coût en vies humaines. Sans pouvoir s'y résumer l'exigence d'une véritable instruction militaire pour toute la jeunesse populaire indissociable d'une amélioration des conditions de vie matérielle de contingent, de la reconnaissance de ses droits élémentaires, de l'arrêt des brimades qu'il subit quotidiennement... y contribuerait.

De même, la nécessité de mesures de protection pour la population s'impose...

Mais il est clair que seule la lutte permettra de s'engager sur cette voie ; la défense du pays est à ce prix : sans la mobilisation des travailleurs unis aux soldats, elle risque de ne pas être.

(1) Le PCF joue également, nous l'avons vu, un rôle important à ce niveau : il reprend à soncompte la plupart des positions internationales ou de désarmement de l'URSS et du Pacte de Varsovie.

Le caractère anti-populaire de l'armée

S'il est une première conclusion qui s'impose, c'est celle relative à la remarquable continuité qui apparait dans les conceptions sur la défense et l'armée que met en pratique la classe dominante.

Des soldats encasernés, coupés pendant un an du monde extérieur, brimés, privés de tous les droits et des moyens de vivre décemment aux peuples des colonies ou de nombreux pays du tiers monde qui en subissent occupations militaires et interventions de maintien de l'ordre en passant par les éboueurs, postiers, etc. dont les grèves sont brisées, tous ont déjà eu à subir et subissent l'oppression et la répression de cette armée.

Mais l'avenir, plus encore, est porteur de menaces. La capitulation et la trahison organisées contre le pays pas plus que la répression ouverte et massive par les armes des masses populaires ne sont pas de vieux souvenirs enfouis dans un passé lointain. 1940 et Mai 1968 (dans une certaine mesure) — qui ne sont pas éloignés — sont là pour nous le rappeler. De tels plans, nous l'avons vu, de telles possibilités existent et sont d'actualité. L'armée, nous l'avons vu aussi, y est préparée et continue de s'y préparer. Et ces plans seront, si besoin est, mis à exécution. Si besoin est... entendons : si les intérêts de la bourgeoisie peuvent y gagner.

Aucune illusion ne doit subsister sur cette armée, édifiée et contrôlée par la bourgeoisie à son service : pas plus que sur son hypothétique caractère démocratique que sur la « défense » du pays qu'elle est chargée d'assurer. Tant que durera en France le règne des monopoles et des banquiers, l'armée ne saurait être qu'à leur disposition, leur dernier rempart comme le disait Galley, et ils s'efforceront — leur gouvernement s'en occupe — par tous les moyens de l'y garder.

La nécessaire organisation des soldats

Mais il ne saurait être question pour les travailleurs d'accepter passivement cette situation, de laisser se développer sans réagir le quadrillage du territoire et le renforcement de l'armée de métier, pas plus que de tolérer l'actuelle attitude officielle vis-à-vis de l'URSS et, par exemple, l'absence totale de protection de la population en cas d'affrontement nucléaire.

Il importe au contraire que la voix des travailleurs se fasse entendre sur toutes ces questions et renoue de la sorte avec les grandes traditions de lutte menées sur l'armée et les problemes de défense dans les cinquante premières années de ce siècle (tout particulièrement).

Il importe au contraire qu'ils joignent leurs voix à celles de soldats qui, depuis près de dix ans, malgré de très nombreuses difficultés, s'organisent pour mener la lutte dans les casernes contre l'oppression qu'ils subissent, contre le rôle de briseurs de grève ou de chair à canon qu'on voudrait leur assigner, pour l'obtention des droits élémentaires et de conditions de vie décentes.

Dans les conditions actuelles où la bourgeoisie est au pouvoir et où, de ce fait, la classe ouvrière et le peuple n'ont *aucune maitrise de l'appareil militaire existant ni de son emploi*, les travailleurs comme les soldats ne peuvent bien sûr *qu'exiger et lutter pour la prise de mesures à eux, directement favorables et dont l'utilité est pour eux sans ambiguité*.

Ce dont il s'agit en fait à travers les luttes nécessaires et les objectifs qui leur seront fixés, c'est que s'affirme sur toutes ces questions relatives à l'armée et à la défense l'indépendance politique et idéologique de la classe ouvrière, des masses populaires.

Jacques BERTRAND

Il ne nous est pas possible dans le cadre de ce dossier de développer l'ensemble des mesures qui nous semblent s'imposer alors que tout à la fois il s'agit de combattre les plans de répression des travailleurs, les interventions extérieures et d'exiger de véritables mesures de défense du pays.

Il nous a semblé préférable de rassembler les mots d'ordre les plus importants. D'autres articles publiés ultérieurement permettront d'y revenir plus en détail et de les compléter.

SUR L'ARMÉE ANTIPOPULAIRE :
— Non au renforcement de l'armée de métier et au quadrillage intérieur.

Dissolution de la Légion, de la gendarmerie mobile, des CRS ! Dissolution des milices fascistes !
— Non à l'armée briseuse de grèves ! Flics, CRS, gendarmes mobiles hors des usines !
— Non à l'élimination de la jeunesse populaire de l'armée ! Instruction militaire réelle pour les appelés dans le respect des soldats et de la sécurité !

SUR LES « INTERVENTIONS EXTÉRIEURES »
— Retrait des troupes françaises de tous les pays du tiers monde ! Non aux interventions impérialistes ! Evacuation de l'armée et de l'administration françaises des DOM-TOM.

SUR LA DÉFENSE DU PAYS :
— Désarmement nucléaire : Oui ! Mais aux deux superpuissances de commencer ! Dissolution simultanée de l'OTAN et du Pacte de Varsovie liée à un véritable désarmement ! Non aux ingérences et pressions américaines ! Exigeons du gouvernement français l'arrêt de ses compromissions avec l'URSS ! Mesures de défense civile ! Instruction militaire pour les appelés !

POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES SOLDATS, APPELÉS ET ENGAGÉS
— Liberté d'expression, d'information, de réunion, d'organisation dans les casernes ! Halte à la répression des soldats ! Conditions de vie décentes (soldes, transports gratuits, permissions, hébergement, nourriture...) !
— Droit pour les engagés à rompre leur contrat à tout moment !
— Dissolution de la sécurité militaire, des tribunaux permanents des forces armées (TPFA), de la Cour de sûreté de l'Etat.

SOLIDARITÉ SOLDATS-TRAVAILLEURS !

DOSSIER URSS

A l'heure de la succession de Brejnev

Réalisé par Jean Schubert



L'emplacement des camps et des prisons en URSS.

1964-1979, voilà quinze ans maintenant que Brejnev est au pouvoir en URSS. Quinze ans ! Presque le quart de l'histoire de l'Union soviétique...

Et pourtant, que s'est-il passé en quinze ans ? A part les procès, les arrestations, les emprisonnements et les internements dans les asiles psychiatriques qui jalonnent chacune de ces quinze années, cette période apparait comme marquée par un grand immobilisme sur le plan intérieur, par l'absence de réformes et de bouleversements politiques notoires, par une certaine passivité de la direction face aux immenses problèmes du pays. Mais, dans le même temps, les contradictions internes se sont amoncelées dans tous les domaines et elles se sont aiguisées. Exactement comme il y a quinze ans, l'Union soviétique est en crise – une crise latente mais qui s'accentue car rien n'a été résolu.. Et la maladie de Brejnev pose ouvertement le problème de sa succession.



Leonid Ilytch Brejnev est né le 19 décembre 1906 en Ukraine. Il a fait des études agricoles puis dans l'industrie métallurgique. Il a adhéré à la Jeunesse communiste (Komsomol) en 1923 et au Parti communiste en 1931.

En 1938, Brejnev est devenu membre du Comité de Parti de Dnepropetrovsk et y a exercé diverses responsabilités. Après 1941, il participe à la guerre patriotique et devient général en 1944.

Au lendemain de la guerre, il exerce différentes responsabilités au niveau local. Au 19e Congrès du Parti — le dernier tenu du vivant de Staline —, il est élu au Comité central, au secrétariat du Comité central et il devient aussi suppléant du présidium du Comité central (1952).

En 1960, il est élu président du soviet suprême de l'URSS, quitte le secrétariat... avant d'y retourner en 1963... et de quitter la présidence du soviet suprême en juillet 1964.

Le 14 octobre 1964, Brejnev devient *premier secrétaire du Comité central* du Parti en remplacement de Khrouchtchev. En 1977, il est élu à nouveau président du soviet suprême — fonction qu'il cumule donc avec celle de secrétaire général du Parti.

Brejnev a reçu — ou s'est attribué — de multiples décorations : 5 ordres de Lénine, 2 ordres du Drapeau rouge, un prix Lénine, un bâton de maréchal... sans oublier le prix Lénine de littérature qu'il a obtenu le 21 avril dernier. Et, comme le déclarait à cette occasion le secrétaire de l'Union des écrivains : « *On ne peut imaginer d'œuvre artistique paraissant dans les prochaines années qui ne refléterait pas l'expérience de ce créateur* ». A bon entendeur, salut.



L'URSS a l'heure de la succession de Brejnev

14 octobre 1964 : le monde entier apprend le départ de Khrouchtchev du poste de premier secrétaire du Comité central du Parti pour raisons d'âge et de santé et la nomination de Brejnev à sa place. La décision a été prise légalement par le Comité central mais, suite à une proposition du présidium qui avait décidé de destituer Khrouchtchev en son absence. En vérité, la destitution de Krouchtchev devait être *le dernier des coups de force* menés au sein de la direction suprême du Parti depuis la mort de Staline : coup de force contre Béria en 1953 et, du même coup, contre Malenkov, coup de force de Khrouchtchev au 20e congrès avec son « rapport secret » contre Staline, coup de force — avorté — du présidium contre Krouchtchev en 1957, coup de force contre Joukov également en 1957, etc. *Le remplacement de Khrouchtchev par Brejnev devait mettre fin, pour l'essentiel, à cette instabilité de la direction.*

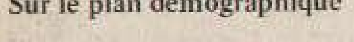
Pourquoi la chute de Khrouchtchev ?

Pourquoi ce changement à la tete du Parti ? Il était lié en premier lieu aux échecs de différentes réformes entreprises par Khrouchtchev dans le domaine économique et dans le domaine politique. Le plus important était son échec dans l'agriculture. En effet, la nomination de Khrouchtchev au poste de premier secrétaire, en 1953, avait été due pour une large part à sa réputation de spécialiste des problèmes agricoles et on avait compté sur lui pour sortir l'agriculture de la crise qu'elle traversait alors. Mais aucune des réformes entreprises par lui ni la mise en friche des « terres vierges », ni la libéralisation des structures agricoles, ni le développement en grand de la culture du maïs à la fin des années cinquante ne purent résoudre la crise. En 1963, l'approvisionnement de la population en céréales fut catastrophique et l'on dut importer quelque 15 millions de tonnes de céréales *pour éviter une gigantesque famine*. Par ailleurs, les réformes politiques entreprises par Khrouchtchev avaient profondément mécontenté les couches privilégiées du régime.

Selon certains, Khrouchtchev aurait en effet décidé d'instaurer, entre autres mesures, la rotation des cadres, ce qui aurait risqué d'ébranler leurs pouvoirs et leurs privilèges.

Mais les échecs répétés de la politique internationale de Khrouchtchev ont joué aussi un rôle décisif dans sa chute. L'échec le plus cinglant fut sans doute l'affaire de Cuba où Khrouchtchev, après avoir tenté de défier les USA à leur porte, fut contraint à un retrait qui lui fit perdre la face.

Indépendamment de la volonté de Brejnev, les contradictions se sont développées *objectivement* sur tous les plans en quinze ans.



Sur le plan démographique

Sur le plan démographique d'abord. Comme on sait, l'État soviétique est un État multinational, théoriquement constitué par « *l'union libre* » d'une foule de nations : les Russes, les Ukrainiens, les Biélorusses, les Tatars, etc. La structure administrative de l'URSS reflète cette diversité : l'URSS est l'union de quinze Républiques, auxquelles s'ajoutent les nombreuses régions autonomes. En théorie, toutes ces nations sont sur un strict pied d'égalité — mais en pratique, et depuis plus de quarante ans — la nation russe a une large prédominance, elle est, comme on dit ironiquement, « *la première de toutes ses égales* ». Entre elle et les autres nations, il y a des relations d'oppresseur à opprimé — et dans tous les domaines : sur le plan économique, la République russe a la priorité dans les plans de développement ; sur le plan culturel, la langue et la culture russes sont largement répandues dans toutes les Républiques périphériques — mais pas l'inverse.

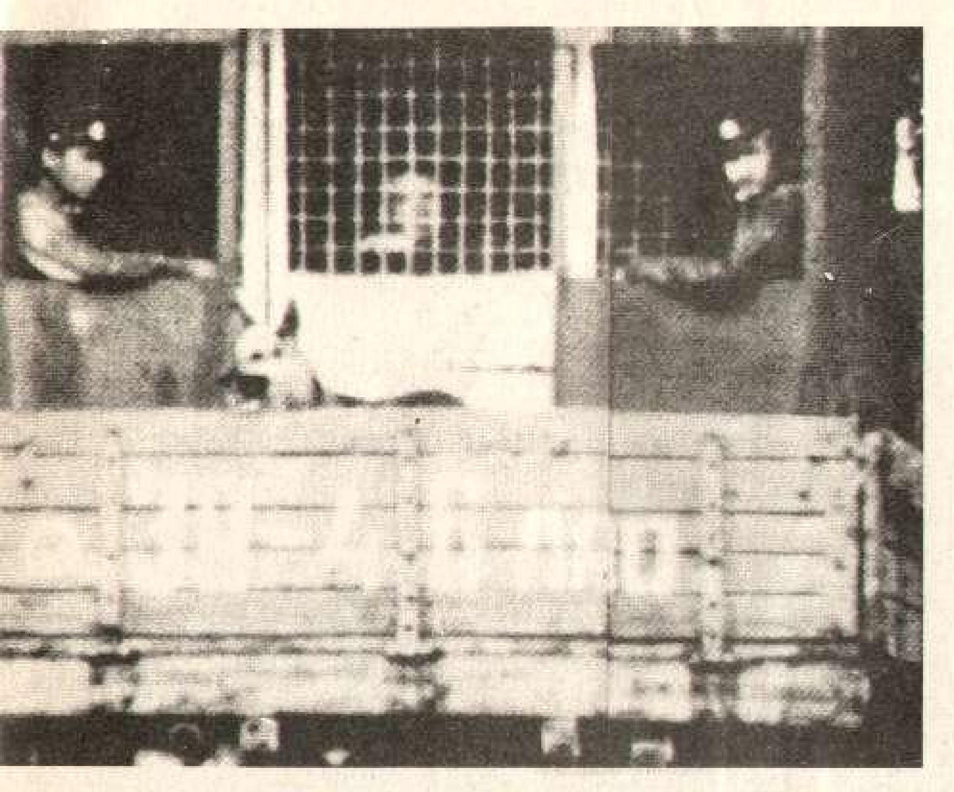
Sur le plan politique enfin, ce sont des Russes qui exercent la réalité du pouvoir tant dans la totalité des Républiques fédérées qu'au niveau fédéral : au secrétariat du Parti, il n'y a que des Russes ou assimilés. Un authentique chauvinisme grand' russe sévit en URSS au détriment des autres nationalités qui représentent pourtant 46,7 % de la population globale (recensement de 1970).

Mais actuellement, la population des peuples non-russes (qui vivent en Asie centrale et dans les régions du Caucase) croit plus vite que la population de la République russe. Une spécialiste de ces questions, Hélène Carrère d'Encausse, a calculé que, de 1981 à 1985, la population active de la République russe régresserait de 0,2 % par an alors que celle d'Asie centrale croitrait de 2,4 % et celle du Caucase de 1,6 %.

En ce qui concerne la population globale, en l'an 2000, la République russe en représenterait 47,2 % — au lieu de 52 % actuellement — c'est-à-dire qu' *elle deviendrait minoritaire.*

La République russe bientôt minoritaire

Et ceci est une source objective de conflits potentiels que la direction soviétique russe ne peut résoudre : car on peut prévoir qu'au fur et à mesure que l'équilibre démographique basculera au profit des nationalités non-russes, celles-ci accroitront leur



Des prisonniers soviétiques...

résistance à l'oppression grand'russe.

Actuellement, le Kremlin prône la théorie de la « *fusion* » des nationalités en une seule « *nation soviétique* ». Mais, sous ce couvert, elle pratique une politique d'étouffement de la personnalité nationale des peuples non-russes. Ainsi, en Géorgie, de puissantes manifestations rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes ont eu lieu en 1978 pour imposer le géorgien comme langue nationale.

Il est à prévoir que cette résistance s'accroîtra avec la croissance démographique des nationalités et le développement du chauvinisme grand' russe.

Stagnation économique

Sur le plan économique, on note une tendance à la stagnation. Les chiffres du plan ne sont pas atteints et *les autorités sont contraintes de les réviser sans cesse* — dans le sens de la baisse — pour camoufler un peu l'échec.

Un seul chiffre : l'accroissement annuel de la production industrielle prévu par le plan quinquennal adopté en 1976 était de 6,5 %. En 1977, il n'a été que de 5,7 % — et en 1978, pour que le plan soit accompli, on a réduit les prévisions à 4,5 %. Le chiffre atteint a été finalement de 4,8 %, soit 0,3 % de plus que prévu. A coup sûr, les directeurs des entreprises s'y retrouveront malgré l'échec réel : pour tout accomplissement du plan, ils touchent une forte prime, bien supérieure à celle des ouvriers ; et quand le plan est dépassé, là la prime est bien sûr encore plus forte.

Pourquoi cette stagnation ?

Il y a plusieurs raisons à cela. *La plupart résident dans la structure économique de l'URSS*, dominée par un appareil d'État hyperbureaucratisé et fortement centralisé. Mais, depuis vingt ans, le pouvoir soviétique oscille entre deux tendances : ou bien il laisse plus d'initiative aux responsables des usines et leur permet de gérer leur entreprise comme ils l'entendent — les réformes de 1965 allaient dans ce sens. Ou bien il renforce la centralisation et coupe l'initiative dont peuvent jouir les directeurs.

Libéralisation...

La première tendance peut paraî-

Quelques dates

1964 :
Brejnev remplace Krouchtchev au poste de premier secrétaire du Parti.

1965 :
Premiers procès publics contre les écrivains Siniavsky et Daniel.

1966 :
23e congrès du Parti. Pour la première fois, les Chinois n'y participent pas.

1968 :
Invasion de la Tchécoslovaquie. Manifestation de protestation à Moscou.
Publication clandestine de la « *Chronique des événements courants* ».

1969 :
Incidents à la frontière sino-soviétique.

1971 :
24e congrès du Parti.

1975 :
Accords d'Helsinki sur la « *détente* » en Europe.

1976 :
Expulsion du mathématicien Leonid Plioutch à l'Ouest.
Apparition ouverte de l'euro-communisme à l'occasion de la conférence des partis communistes et ouvriers d'Europe à Berlin-Est.
25e congrès du Parti.

1977 :
Nouvelle Constitution soviétique.
Brejnev devient président du soviet suprême de l'URSS.

1978 :
Création d'un syndicat indépendant à l'initiative de Klebanov.

1979 :
Création d'un nouveau syndicat libre, le SMOT, suite au démantèlement du premier.

tre la plus raisonnable économiquement dans un pays aussi immense et aussi divers que l'URSS. Mais elle a eu indiscutablement pour conséquence de stimuler la corruption des directeurs, qui font passer — cela correspond à leur être de classe — leurs intérêts personnels avant ceux de l'État (et bien sûr avant ceux des travailleurs !). I. Zemtsov, qui a assumé des responsabilités dans l'appareil du parti d'Azerbaïdjan, montre à quel point cette corruption est parvenue : tout pouvant pratiquement s'obtenir avec des pots-de-vin. Mais cette corruption constitue sans aucun doute un facteur de désorganisation de l'économie au niveau global.

... ou centralisation

La seconde tendance — centralisation — en vogue actuellement avec les réformes économiques de juillet peut permettre de limiter la corruption, mais la lourdeur administrative bloque les initiatives créatrices et freine la croissance.

Autant dire que le problème n'est pas résolu.

A cela, s'ajoute l'arriération des forces productives soviétiques. Le Kremlin cherche à combler le retard en faisant appel à la technologie occidentale — mais tous les experts s'accordent à reconnaître que l'URSS a actuellement un retard dans la mise en œuvre de la technologie importée.

A noter également que, malgré un effort fait dans ce sens depuis Khrouchtchev, la production de biens de consommation reste nettement en retard — au profit de l'industrie militaire et lourde. Sans doute faut-il être prudent dans le jugement, mais les difficultés d'approvisionnement que connaît la population peuvent lui rappeler la politique hitlérienne : « *Des canons et pas de beurre* ».

Contradictions sociales

C'est inévitable : les difficultés économiques se reflètent dans le domaine social. Certes, on n'a pas eu vent de grèves récentes de paysans ou d'ouvriers. Mais le bruit en filtre toujours avec retard... Et surtout, *la grève n'est, dans les conditions présentes, pas le moyen principal pour les ouvriers d'exprimer leur mécontentement*. Vu la répression — et le pouvoir soviétique n'hésite pas, il l'a prouvé, à utiliser les chars le cas échéant — les ouvriers recourent à d'autres méthodes : la passivité, la grève perlée, l'absentéisme.

Selon des statistiques officielles, « *le temps moyen de travail réel des ouvriers..., par poste de travail, oscille entre 50 et 70 % de la durée légale de travail* » — ceci d'après une enquête effectuée dans « *plusieurs entreprises appartenant à différentes branches d'industrie* ». Certes, cette perte de temps n'a pas pour seule cause l'absentéisme — l'essentiel est dû à la désorganisation de l'économie. Mais en tout cas, ce chiffre donne une idée de la situation actuelle de l'économie et de la société soviétiques...

Sur le plan politique

Le premier fait nouveau sur le plan politique, depuis la venue au pouvoir de Brejnev est la montée et la conjonction d'oppositions multiples : opposition de masse des nationalités en lutte pour leurs droits nationaux, opposition ouvrière passive, tentatives pour créer un syndicat indépendant, opposition des milieux religieux, pour la défense de leurs croyances, opposition de milieux intellectuels pour la défense des droits de l'homme.

Sans aucun doute, toutes ces oppositions convergent aujourd'hui vers la lutte pour la *défense des droits de l'homme et des peuples*. Les dissidents des *Comités pour la surveillance de l'accord d'Helsinki*, qui se sont créés à Moscou, à Kiev (Ukraine), en Géorgie, se préoccupent des droits des nationalités, des syndicats libres, etc.

Face à cette opposition, le pouvoir soviétique dirigé par Brejnev, semble hésiter quant à l'ampleur de la répression à mettre en œuvre. Il s'efforce de procéder de façon graduée, de manière à ne pas susciter une opposition à l'intérieur et des critiques de la part des pays dont l'URSS attend la technologie. Néanmoins, les procès se sont succédés depuis le procès contre les écrivains Siniasvsky et Daniel en 1965, et avec les condamnations à de lourdes peines de prison, de camp (comme celle qui a frappé le physicien Orlov en 1978) ou de bannissement en Sibérie, ou même d'internement dans des asiles psychiatriques (Ce fut entre autres le cas de Pliouchtch).

Cette répression s'est accentuée récemment, dans le cadre de la préparation des Jeux olympiques de 1980. L'été dernier a été marqué par l'arrestation de dirigeants d'un nouveau syndicat indépendant, le SMOT... On

→

Perles de la propagande

Extraits d'une brochure « *URSS, 100 questions, 100 réponses* » publiée par Moscou pour l'étranger.

Q : Qui sont les dissidents ? Que veulent-ils ?
— R : C'est une minable poignée de rénégats (Page 110).

Q : Existe-t-il des restrictions aux droits et aux libertés en URSS ?
— R : Oui. Par exemple, il n'est permis à personne d'exploiter le travail d'autrui, de s'en approprier les résultats... (Page 105).

Q : Dans quelle mesure votre nouvelle Constitution est-elle conforme aux pactes relatifs aux droits de l'homme ?
— R : La conformité est totale (Page 117).

Q : Le délit d'opinion existe-t-il chez vous ?
— R : Non. La législation soviétique ne prévoit pas de sanction pour opinion (Page 109).

Q : Qui peut critiquer et être critiqué en URSS ?
— R : Tout citoyen a le droit de critiquer l'activité de tout organisme des soviets ou organe du Parti, ainsi que celle de tout travailleur sans égard au poste qu'il occupe (Page 105).

Q : Qu'est-ce que le socialisme a donné à l'homme ?
— R : ... Le socialisme a réalisé le rêve l'humanité (Page 7).

comprend que Brejnev et consorts s'acharnent avec un zèle particulier contre des représentants d'une opposition ouvrière...

Cependant, face aux revendications concrètes de l'opposition, le pouvoir essaie de se justifier par des phrases se référant au marxisme-léninisme, mais comment les croire quand ils se posent en dirigeants du *« parti de la classe ouvrière »* qui a *« réalisé le rêve de l'humanité »*. Les ouvriers soviétiques savent trop la réalité concrète pour y voir autre chose que des phrases creuses et démagogiques.

Le danger de l'idéologie militariste

Dans cette situation, le danger d'un regain de l'idéologie militariste est réel, en liaison avec l'expansionnisme soviétique à l'extérieur. Est-ce d'ailleurs un hasard si Brejnev s'est fait lui-même attribuer un bâton de maréchal en 1976 — alors que son rôle dans l'armée s'est terminé en 1945 ?

Sous sa direction depuis 1964, l'URSS a considérablement intensifié son entreprise hégémoniste dans le monde entier, pour en disputer la domination aux USA. Elle s'est appuyée, et elle s'appuie, pour cela sur divers facteurs : la supériorité militaire sur les USA — qu'elle a déjà en partie conquise ; ses pions dispersés dans le monde entier, par l'intermédiaire du KGB et des partis communistes qui lui restent soumis, son masque « socialiste » aussi.

Pourtant, l'hégémonisme soviétique n'a pas qu'un visage, il adapte sa tactique aux situations différentes.

— **En Europe de l'est,** l'URSS veut avoir une chasse gardée et elle se permet des interventions militaires directes, comme ce fut le cas en Tchécoslovaquie en 1968.

— **En Europe occidentale,** l'URSS s'efforce surtout d'utiliser la détente pour affaiblir la vigilance des pays et renforcer ses positions, notamment en quémandant des crédits importants et de la technologie.

— **Dans le tiers monde,** l'URSS agit surtout dans l'ombre, sans le dire et sous couvert du soutien à d'autres forces. Mais l'on sait qu'elle prête son concours militaire à certaines forces qui pratiquent la lutte contre l'indépendance des peuples, notamment Cuba, le Vietnam, l'Éthiopie, etc.

Certes, le déploiement de l'expansionnisme soviétique suscite des résistances croissantes, parmi lesquelles certains pays, comme la Yougoslavie, la Roumanie, la Chine et le Cambodge, jouent un rôle d'avant-garde. Mais il est incontestable que l'URSS a marqué pas mal de points ces dernières années.

Les succès de l'hégémonisme... et ses problèmes

Pourtant, la situation extérieure de l'URSS n'est pas entièrement rose. D'une part, l'URSS s'est engagée dans un processus **d'endettement croissant** envers l'Ouest. Comment pourra-t-elle s'en libérer ? Dans certaines conditions, la guerre pourrait être un moyen commode. Secundo, du fait que l'hégémonisme se heurte à une résistance croissante, l'URSS peut être amenée à des interventions directes — ou des soutiens militaires — plus vastes. Et ceci peut entrainer l'URSS dans l'engrenage sans fin de la marche à la guerre mondiale.

La succession

En bref, les successeurs de Brejnev n'auront pas la tâche facile.

Qui seront ces successeurs ? On ne peut avancer aucun nom avec certitude. Il semble que les tenants de l'orientation brejnevienne soient nettement majoritaires au Bureau politique. Et on avance souvent les noms de Tchernienko, qui a connu une rapide ascension au sein de la hiérarchie suprême, ou de Romanov, qui règne à Leningrad.

Mais il existe d'autres tendances au sein de la direction suprême, représentées par les chefs de l'armée (Oustinov) et du KGB (Andropov). Ces individus seraient partisans d'une politique plus « ferme » tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

Or, que les futurs successeurs de Brejnev poursuivent sa politique intérieure plutôt passive ou qu'ils s'engagent dans la voie d'un réformisme prudent, il est inévitable que les contradictions intérieures s'aiguisent en URSS. Et face à des désordres éventuels, la fraction dure Oustinov-Andropov a plusieurs atouts par rapport à l'autre tendance : elle a sa force de répression, son idéologie militariste et ses objectifs expansionnistes.

Jean SCHUBERT

3 sortes de production

— La production faite dans les usines et entreprises publiques ;

— La production faite dans les camps de détenus — peu rentable, selon Orlov, en raison de l'arriération technologique ;

— La production clandestine. Selon Sakharov, elle représente « au moins 10 % » de l'ensemble.

BIBLIOGRAPHIE

— H. Carrère d'Encausse : *L'Empire éclaté*, Flammarion. Une étude extrêmement documentée sur le problème des nationalités.

— B. Morand : *L'URSS des profondeurs*. Présentation triée des documents clandestins de l'opposition.

— *Samizdat 1*, Seuil. Recueil très documenté de textes anciens des dissidents, de 1965 à 1972.

— I. Zemtsov : *La corruption en URSS*, Hachette. Les dessous de la vie politique en Azerbaïdjan par un ancien membre de l'appareil du Parti.

— R. Medvedev : *Khrouchtchev*, Maspéro. Onze ans d'histoire soviétique par un historien soviétique.

— *Les Cahiers du Samizdat*, publication bimestrielle (105, Drève du Duc, 1170 BRUXELLES).

DU MONDE ENTIER

TCHECOSLOVAQUIE

Triomphe de l'injustice

Vingt-cinq ans après l'exécution de 11 dirigeants du Parti communiste tchécoslovaque, sept ans après la vague de procès contre des défenseurs des droits de l'homme, l'injustice triomphe à nouveau à Prague.

Six militants du VONS — Comité pour la défense des personnes injustement persécutées — ont été condamnés à des peines de prison de 2 à 5 ans.

— Petr Uhl a été condamné à 5 ans fermes ;

— Vaclav Havel, célèbre dramaturge, ancien porte-parole de la Charte, a été condamné à 4 ans et demi fermes ;

— Otta Bednarova et Jiri Dienstbier, porte-parole de la Charte 77, ont été condamnés à 3 ans de prison ferme ;

— Dana Nemcova, dont l'état de santé est très grave, a été condamnée à 2 ans avec sursis.

Le « procès » n'a été qu'un *simulacre* de procès ; le verdict était décidé d'avance : les avocats français membres du PCF qui avaient voulu assister les inculpés tchécoslovaques n'ont pas reçu le visa d'entrée en Tchécoslovaque. Le palais de justice a été constamment entouré par un important cordon de police.

Ce procès a soulevé une légitime indignation aux quatre coins du monde. Nous nous y associons pleinement.

La détente en chiffres

Les dépenses militaires soviétiques ont totalisé 140 milliards de dollars pour l'année 1977, représentant à elles seules le tiers des dépenses militaires de la planète affirme le dernier rapport publié à Washington par l'Agence pour le contrôle des armes et le désarmement (ACDA). Selon l'ACDA, les USA arrivent en seconde position pour la même année avec 101 milliards de dollars. Ce rapport montre également, qu'en dollars constants, les dépenses militaires soviétiques ont régulièrement progressé de 3 % par an, entre 1973 et 1977, alors que les dépenses américaines étaient en déclin constant.

Les pays du Pacte de Varsovie consacrent actuellement 11,7 % de leur produit national brut à l'armée contre 4,7 % pour les pays de l'OTAN.



SAHARA OCCIDENTAL

Vers une internationalisation du conflit

Assiste-t-on actuellement à un risque d'internationalisation du conflit du Sahara occidental ? C'est ce que l'on peut se demander après la décision américaine de livrer des armes antiguérilla au gouvernement marocain de Hassan II pour l'aider à lutter contre les guérilleros du Front Polisario. Cette décision fait suite à l'une des plus grandes batailles de cette guerre que mènent désormais depuis quatre ans les combattants sahraouis pour leur droit à l'autodétermination. A Smara, une des plus grandes villes du pays, les combats ont fait plusieurs milliers de morts et ne semblent pas avoir tourné à l'avantage des troupes royales marocaines.

La décision américaine est d'autant plus paradoxale que le département d'État américain a lui-même affirmé que les armes fournies ne suffiraient pas au Maroc à remporter une victoire militaire jugée par ailleurs improbable par les experts américains.

Il n'en reste pas moins que cette décision contribue à prolonger cette guerre injuste en renforçant le régime d'Hassan II et qu'elle risque également de contraindre le Polisario à se tourner vers des propositions qui ne manqueront pas de lui être faites de la part de puissances étrangères soucieuses de s'implanter dans la région.

Pour sa part, l'Europe des Neuf a une position beaucoup plus nuancée sur la question : lors de son dernier voyage à Alger, Claude Cheysson, commissaire européen a eu des discussions avec des représentants du Front Polisario, estimant que celui-ci *« constituait un élément représentatif du peuple sahraoui. »*

CHINE

15 ans de prison pour un «dissident»

Le 15 octobre dernier, Wei Jingsheng, 29 ans, a été condamné à 15 ans de prison et trois ans de privation de droits politiques par un tribunal de Pékin.

Selon l'agence *Chine nouvelle*, Wei Jingsheng *« avait fourni des renseignements militaires à un étranger »*, lors de la contre-attaque contre le Vietnam en février dernier, et il avait *« mené des propagandes contre-révolutionnaires »*.

Le procès a duré de 8 h 40 à 12 h et de 14 h à 17 h. *« Comme l'accusé a refusé tout avocat défenseur »*, indique *Chine nouvelle*, *« l'audience s'est déroulée sans avocat »*.

Du monde entier

USA

Un nouveau transfuge soviétique

L'envoyé spécial à Tokyo de la revue soviétique *Temps nouveaux*, Stanislas Levtchenko, s'est réfugié aux Etats-Unis. Il est le quatrième citoyen soviétique qui a trouvé asile aux USA cette année, après deux musiciens et un spécialiste d'informatique.

CHINE

Réintégration au Comité international olympique

Le Conseil exécutif du Comité international olympique (CIO) a adopté une résolution restituant son siège au Comité olympique chinois, jusque là attribué à Taïwan. La solution adoptée qui va dans le sens de la reconnaissance de l'existence d'une seule Chine, devrait permettre à tous les sportifs chinois, du continent comme de Taïwan, de participer aux prochains Jeux olympiques d'été et d'hiver.

JAPON

Refus de négociations commerciales avec l'URSS

Les négociations commerciales entre le Japon et l'URSS se sont achevées par un nouveau rejet japonais de la proposition soviétique de conclure un accord de coopération économique à long terme entre les deux pays. Ce refus, a rappelé le Japon, se répètera tant que les Iles Kouriles resteront sous occupation soviétique.

COREE

Mort d'un dictateur

Le dicateur de la Corée du Sud, Park Jung Hi a été abattu par l'ancien directeur de la KCIA (services secrets sud-coréens) de sinistre réputation. A la suite de ce qui apparait comme une révolution de palais à laquelle l'impérialisme américain ne serait pas étranger, la loi martiale a été proclamée sur tout le territoire.

Double échec pour Begin

Double revers pour le gouvernement israélien de Begin dans sa politique de colonisation à outrance des territoires occupés depuis 1967.

Tout d'abord la décision de la Cour suprême israélienne de supprimer la colonie d'Eilon-Moreh. C'est en juin dernier, qu'avec la bénédiction de Begin lui-même et la protection de l'armée, un groupe de colons du parti sioniste d'extrême droite, Gouch-Émounim, s'était installé sur l'emplacement d'un village arabe qu'il avait pour la circonstance rasé au bulldozer le matin même. Afin de légaliser cette ignoble opération, le gouvernement sioniste de Begin venait de décider que la colline où se trouvait le village était une *« zone stratégique »*. Plusieurs centaines de Palestiniens devaient rejoindre le flot des réfugiés chassés de leurs terres.

En fait l'opération d'Eilon-Moreh représentait pour le gouvernement sioniste un test : il s'agissait là non plus d'installer une installation sioniste sur des terres domaniales dans les territoires occupés, comme jusqu'ici, mais là, sur des terres privées et habitées par leur propriétaire !

C'est d'ailleurs le sens de la décision prise le 14 octobre dernier en conseil des ministres par le gouvernement de Begin et qui prévoit que désormais pourront être confisquées toutes terres dont le propriétaire arabe ne pourrait produire le titre de propriété ;

Ce qui est le cas de la très grande majorité. *« Il y aura des dizaines et des dizaines d'Eilon-Moreh »* avait déclaré Begin. La décision de la Cour suprême apparait donc comme un sérieux échec pour lui et son gouvernement.

C'est au même moment que l'on apprenait la démission du gouvernement de Moshé Dayan, jusqu'ici ministre des affaires étrangères. Démission motivée justement par la politique du gouvernement d'implantation dans les territoires occupés. Dayan dont toute l'histoire prouve par ailleurs qu'il ne se classe pas parmi les sionistes « mous » déclare ne plus pouvoir cautionner la politique actuelle. Intervenant au moment de la publication de la hausse des prix de septembre, 8 % pour un mois, soit près de 100 % par an, ces deux événements traduisent bien les contradictions dans lesquelles se débattent les sionistes et ceci alors que l'audience internationale de l'OLP ne cesse de s'élargir.

OPEP

Les multinationales contestées

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) espère établir des contacts directs avec les pays importateurs de pétrole en voie de développement. Ces contacts auraient comme objectif de faire échec aux manœuvres des sociétés multinationales qui revendent le pétrole à des pays en voie de développement à un prix exorbitant. L'OPEP entend également exercer des pressions sur ces compagnies multinationales pour les forcer à renoncer à leurs manipulations sur les prix du pétrole.

SAINT-VINCENT - LES GRENADINES

Un nouvel état est créé

Après 350 ans de domination coloniale européenne, St-Vincent et les Grenadines, ce groupe d'îles situé à l'est des Caraïbes est devenu indépendant. Le nouvel État, reconnu le jour-même par plus de cinquante pays, sera sans doute admis prochainement à l'ONU.

La Thailande sous la menace

Alors que s'ouvre la conférence de l'ONU sur l'aide d'urgence au peuple du Cambodge, il semble que la situation évolue vers une extension de la guerre à la Thaïlande.

Les secours de l'ONU pourront-ils être acheminés à l'ensemble du peuple du Cambodge ? Telle est la question essentielle qui se pose à la veille de l'ouverture de la conférence de l'ONU. Tout au long de ces dernières semaines, les occupants vietnamiens et leur gouvernement croupion se sont opposés à ce que des convois puissent acheminer les vivres et médicaments depuis le territoire de la Thaïlande. Objectif : faire mourir de faim et de maladies les populations qui résistent à leur invasion.

Elles se sont également opposées à ce qu'un contrôle de la distribution des aides puisse avoir lieu de façon à ce que ce soit la population cambodgienne et non les troupes vietnamiennes qui en profitent. A Moscou, un ministre pro-vietnamien de Phnom-Penh allait jusqu'à dire : *« Personne n'est affamé dans notre pays »*, afin de s'opposer à ce qu'une aide alimentaire et sanitaire puisse être apportée à la population cambodgienne échappant au contrôle des forces d'invasion. De son côté, le gouvernement du Kampuchea démocratique qui poursuit la résistance à l'invasion a déclaré qu'il espérait que *« cette conférence internationale proposée et le secrétaire général de l'ONU enverront les forces nécessaires et adaptées à ce travail pour que l'aide puisse parvenir au peuple kampuchéen qui souffre dans les diverses parties du pays ».*

La Thaïlande sous la menace

Pendant ce temps, la situation continue à évoluer dans le sens de l'extension de la guerre à la frontière thaïlandaise. 20 000 soldats des troupes d'invasion vietnamiennes au Cambodge font face à la frontière thaïlandaise. Elles sont munies de tanks, d'artillerie et d'autres équipements lourds. Tout au long de ces dernières semaines, les menaces des troupes vietnamiennes faisant face à la résistance cambodgienne n'ont cessé de se faire plus précises contre la Thaïlande et se sont transformées peu à peu en actes d'agression. Depuis la fin octobre, le territoire thaïlandais a été à de multiples reprises le théâtre de tirs d'obus et d'incursions des troupes de Hanoï. Le 14 octobre, des tirs d'obus sur un camp de réfugiés cambodgiens ont fait quatre morts et de nombreux blessés ; le 21 octobre, suite à de nouveaux tirs, l'armée thaïlandaise a contre-attaqué ; le 23 octobre, une centaine de soldats vietnamiens qui avaient pénétré en Thaïlande ont été repoussés ; le 28 octobre, des chars T 54 ont tiré des obus en direction du territoire thaïlandais.

La logique de l'agresseur

La question aujourd'hui posée est la suivante : va-t-on assister à une agression de grande ampleur du Vietnam contre la Thaïlande ? Certains disent que cela est douteux. Il est en effet certain qu'une telle extension de la guerre créerait une situation extrêmement difficile pour Hanoï. La Thaïlande bénéficie de l'appui des pays voisins de l'ASEAN qui se savent eux aussi menacés par les forces d'invasion vietnamiennes, de la Chine qui s'est engagée à soutenir la Thaïlande en cas d'agression, des États-Unis ainsi que de nombreux autres pays.

Une telle invasion, après celle du Cambodge, serait également bien difficile à justifier aux yeux de l'opinion publique mondiale. A moins que le gouvernement vietnamien prétende une fois encore venir en aide au peuple thaïlandais ? Enfin, on ne saurait oublier que le Vietnam reste un pays du tiers monde aux ressources limitées dont la population, du fait de la politique de guerre du gouvernement, souffre de la malnutrition.

Mais les agresseurs ont une logique qui leur est propre. Les troupes d'invasion vietnamiennes sont confrontées à une résistance farouche de la part du peuple cambodgien dont l'essentiel est sous la direction du gouvernement légitime du Cambodge, bénéficiant de l'appui des pays voisins, notamment de la Thaïlande. *Les troupes de Hanoï sont en train de s'enliser au Cambodge.* Deux solutions existent : soit le retrait du territoire cambodgien, ce qui est exclu pour elles du moins actuellement ; soit franchir un nouveau pas dans la guerre pour tenter d'écraser la résistance cambodgienne et ceux qui l'appuient de multiples façons. En leur temps, les Américains connurent la même logique et c'est ainsi que l'Indochine toute entière s'embrasa.

N'oublions pas enfin que derrière Hanoï se trouve l'URSS qui veut pouvoir marquer des points décisifs dans cette région du monde...

Pierre BURNAND

Le camp de Sakeo : 30 000 réfugiés à la frontière thaïlandaise.



BRETAGNE

Procès FLB

La main lourde !



Nous ne saurions trop l'affirmer : le procès qu'on a fait aux Bretons est un procès inique. Même s'il y a eu six acquittements, même si certaines condamnations sont assorties d'un sursis total (5) ou partiel, les peines restent très lourdes.

Chenevière et Montauzier : quinze ans.

Michel Herjean : neuf ans.

Yann Puillandre : quatre ans.

Sept autres inculpés sont condamnés à un ou deux ans de prison ferme.

« Que peut-il sortir d'une juridiction d'exception et d'une loi scélérate ? », demandait un avocat. On a vu ce qui en est sorti: La Cour de sûreté de l'État a une nouvelle fois puni des idées politiques, autant que des actes. Et malgré que la *« comédie politico-policière »* se soit donnée des airs de justice, tout était joué d'avance.

« Crédit total »

Car avant les juges, étaient passés les flics. Lors d'interrogatoires prolongés, des aveux avaient été extorqués. Proprement arrachés, y compris des lèvres d'un malade semi-comateux, qui refusa ensuite de signer le procès-verbal ! Qu'à cela ne tienne : on en fit des preuves. *« Crédit total »*, a dit le procureur. *« Nous sommes des techniciens à la police judiciaire »*, a déclaré pour sa part l'inspecteur Le Taillanter. *« Nous pratiquons une certaine forme d'art en ce qui concerne les interrogatoires »*. La règle d'or de cet art : *« Un innocent est un accusé insuffisamment interrogé »*.

Du mensonge à la censure

Sur ce dossier *« irréfutable »*, on a construit un échafaudage de guillotine : ces hommes d'ombre sont les soldats perdus des bataillons nazis de la dernière guerre. L'amalgame a semé le discrédit. Et une presse complaisante a fait le reste !

Voilà comment on expédie les procès politiques en la douce France de Giscard. Pour la forme, on laissera parler les avocats. On permettra à la défense de venir déposer... en ne refusant que trois choses aux témoins : dire un mot en breton, lire un texte écrit, parler au nom d'une organisation.

Triple interdiction, triple mépris : mépris pour une langue qui pourrait dire aussi bien l'injustice, mépris pour l'ouvrier ou le paysan qui ne sauraient improviser, mépris pour le militant qui doit laisser à la porte tous ses camarades.

Bretonnant, ouvrier, militant du PCML : notre camarade Romain Le Gal est allé témoigner malgré ces interdits, il a pu assurer les accusés de sa solidarité, il a pu protester contre une répression dont lui-même avait été victime en 1975.

Du fait de cette même Cour de sûreté de l'État !

Yannick DAGORN

DES HOMMES FOUS FURIEUX, BRAQUEURS SANS FOI NI LOI ?

Tel, on aurait voulu les montrer. Le FLB : fruit d'un monstrueux accouplement entre les nazis et les Brigades rouges. La police et la Cour n'y sont pas allés de main morte dans leurs tentatives de discréditer les inculpés. Pourtant, au fil des audiences, ils sont apparus comme des militants parfaitement équilibrés.

Révoltés, oui. Il faut avouer qu'il y a de quoi. Leur histoire est l'histoire du peuple dont ils sont issus. Comme les soixante-cinq témoins cités par la défense, ils ont dit l'injustice qui est faite aux travailleurs de Bretagne. La longue déposition de Yann Puillandre fut un des sommets de ce procès. Fils de petits paysans de Plonevez-Dufaou, il a tout d'abord connu la misère.

« Quand je suis allé à l'école, je ne parlais pas un mot de français. Notre classe était divisée en deux ; ceux du bourg qui parlaient français d'un côté ; de l'autre les petits paysans comme moi, les « bouzeux » qui ne parlaient que le breton ».

Après l'école, l'exode.

« En sept ans, dix-neuf jeunes de mon village sont partis. J'étais le 18e ».

Engagé dans l'armée, comme d'autres partent pour Citroën ou Renault. L'armée l'envoie au Maroc :

« C'était comme en Bretagne. Les Arabes aussi devaient parler français. Le petit fellah en Bretagne, c'était moi ».

Retour en Bretagne, vingt ans de militantisme. Il est de tous les combats. Contre l'exode rural, le remembrement ou le nucléaire. Il adhère bientôt à des partis qui luttent pour l'indépendance de la Bretagne :

« Je suis nationaliste breton, partisan d'une République bretonne socialiste. »

Histoire politique d'une révolte.

« La seule chose que vous pouvez me reprocher, c'est un péché d'amour. C'est d'aimer mon peuple ».

Aucun attentat n'a été retenu contre Puillandre. On le soupçonne d'être l'inspirateur du FLB : quatre ans de prison.

LE FIL DE L'ACTUALITE

Le mouvement anti-nucléaire se structure

La majorité des groupes anti-nucléaires a décidé le 21 octobre de se structurer en « coordination nationale », dotée d'un secrétariat permanent. Deux nécessités ont présidé à cette décision: dépasser le cadre local pour donner une dimension nationale à la lutte anti-nucléaire et lier cette lutte aux luttes du mouvement ouvrier.

Au cours de la conférence de presse du 22 octobre, la coordination fait un certain nombre de propositions, toutes dirigées contre le programme nucléaire actuellement mis en place et accéléré :

1) Une campagne nationale de divulgation de tous les *« secrets »*. Elle doit prendre appui sur le problème des fissures.

— L'inspection des réacteurs en service, car ils peuvent aussi être sujets à des fissures, de l'aveu même des responsables EDF ;

— La réparation avant chargement des réacteurs en cause ;

— L'inspection ne saurait être confiée à la seule EDF et à Framatome, mais associer les travailleurs des centrales et les organisations représentatives de la population.

2) Lutte contre une recommandation récente de l'Euratome qui vient d'augmenter les *« normes admissibles d'irradiation »* dans des proportions considérables (trois à huit fois les doses actuelles) alors que tous les travaux médicaux amènent à conclure que ces doses étaient sous-estimées. C'est ainsi, par exemple :

— Qu'aux USA, une statistique portant sur 35 000 travailleurs des centrales enregistre dix fois plus de cas de cancer que prévu.

— Que l'enquête d'utilité publique de La Hague conclut à la multiplication par huit des rejets radioactifs liquides, à celle par vingt des rejets gazeux !

La coordination entend *« interpeller »* sur ce grave problème la CGT et le PCF.

Cette lutte exige : dans une première phase, une préinformation des équipes militantes et des médecins. Celle-ci fera l'objet de réunions publiques, dans les prochaines semaines, à Lyon, Châlon-sur-Saône, Caen et Toulouse.

La deuxième phase s'axera sur une vaste campagne de sensibilisation dans les quatre premiers mois de 1980. Le point culminant devrait en être l'organisation d'une journée nationale le 26 avril 1980, date prévue pour la marche antinucléaire sur Washington. La coordination propose une marche européenne sur Strasbourg, siège du Parlement européen et d'Euratome, responsable de l'augmentation des normes. Elle souligne qu'à cette campagne pourraient être associées des personnalités jusqu'ici *« pronucléaires »*, telles le Dr Morgan, qui estiment inacceptable cette augmentation.

3) L'organisation et la participation active au débat sur la politique énergétique globale, basée sur le fameux argument *« si vous voulez de l'énergie, on ne peut faire autrement qu'accélérer le programme nucléaire »*. Mais ce débat ne doit pas être organisé à la va-vite, et on ne peut faire confiance au gouvernement pour cette organisation

4) La popularisation de la « grève du zèle », consistant à payer les factures EDF par fraction, pourrait faire l'objet d'un appel national.

Le mouvement anticuléaire est à un tournant dont il ne faut pas mépriser l'enjeu. Dans la mesure où il réussira à se structurer, les accusations trop faciles de « marginatité », qui évacuent la gravité du débat, tomberont. Or, nous le répétons, de ce débat, nous sommes partie prenante.

Joël FABIEN

Quelques chiffres

Le PS comptait 160 000 adhérents en 1978. Aujourd'hui, il estime à 100 000 ses forces.

L'Humanité-dimanche, hebdomadaire du PCF, était diffusé à 400 000 eexemplaires en 1974 après les présidentielles. Sa diffusion se situe aujourd'hui autour de 200 000 exemplaires.

La CFDT a perdu 3 % de ses adhérents en 1978, par rapport à 1977. La CGT connait une situation similaire. La FTM-CGT, d'après *« Les Études sociales et syndicales »*, voit le nombre de ses cartes diminuer de 13,8 % par rapport à 1977.

Des chiffres qu'il faut analyser. Restructuration, licenciements dans les anciennes industries à forte tradition syndicale, et échec politique des forces de gauche sont les deux facteurs à l'origine de ces pertes organisationnelles. Une situation à étudier attentivement.

30e congrès de la F.T.M -CGT

Du 10 au 14 novembre, la FTM-CGT (Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT) tiendra son 30e congrès. Ce congrès est important, dans la mesure où il concerne la plus importante organisation syndicale de la métallurgie. Ce secteur d'activité vient de connaître d'importantes restructurations (sidérurgie, électronique, navale, machine-outil) et bientôt automobile.

Ces différentes restructurations ont eu de graves conséquences dans la classe ouvrière : licenciements, chômage, blocage des salaires, aggravation des conditins de vie et de travail, renforcement de la discipline et atteinte aux droits syndicaux.

Une question sera au centre des débats de ce congrès : la FTM-CGT doit-elle ou non définir des propositions industrielles en réponse à la crise. Une question très importante qui est posée de longue date au sein du mouvement syndical français et autour de laquelle s'affrontent deux conceptions opposées de la lutte syndicale et revendicative. Nous invitons les lecteurs à suivre dans notre publication quotidienne la préparation du 30e congrès de la FTM-CGT.



Couple de vieillards 1894. Ce tableau réalisé par Picasso à l'âge de 13 ans témoigne d'une maîtrise surprenante.



Acrobate : 1930 : Le mouvement traduit dans un style très dépouillé.

Mère et l'enfant : 1921. Cette toile d'une facture très classique témoigne de la variété du style de Picasso.

PICASSO AU GRAND PALAIS

« C'est du Picasso » : cela signifie souvent que l'on a affaire à un barbouillage, incompréhensible pour le non-initié. Pourtant à Guernica (Pays Basque espagnol), les enfants d'aujourd'hui décorent les murs de la cité reconstruite, à partir de la fresque de Picasso dénonçant le bombardement de leur ville par les nazis.

En ce moment à Paris, le Grand Palais abrite une exposition de huit cents œuvres provenant du fonds donné par les enfants de Picasso à l'Etat en paiement des droits de succession. Une exposition qui montre la diversité du talent de Picasso. La peinture évolue avec les progrès de l'histoire, sous le coup des découvertes scientifiques. De même, au moment de la renaissance, les découvertes scientifiques, l'énorme progrès des recherches menées dans tous les domaines ont complètement transformé la façon de représenter l'homme et la nature. La pratique de l'anatomie et la découverte de la perspective y ont été pour beaucoup.

Mais le siècle de Picasso, c'est aussi celui de Charlot : le siècle du cinéma, du mouvement et de la vitesse. Dans toute son œuvre : portraits, natures mortes ou sculptures, on sent cette volonté de traduire le mouvement. Bouleversant la vision de la renaissance, il tord les membres, comme dans « l'acrobate » ; il déforme les corps pour montrer en une seule vision plusieurs temps d'un mouvement. Il montre simultanément un même objet sous plusieurs angles. Un visage ou un corps sont présentés, en même temps, de profil et de face, comme dans le portrait de Dora Maar en 1937, donnant l'illusion du mouvement.

Il parvient à utiliser toutes les ressources de la palette pour traduire la lumière à la manière des impressionnistes. Il peut aussi jouer sur les nuances d'une même couleur comme pendant sa période rose ou bleue.

Il procède très souvent par opposition de couleurs. Le peintre Fernand Léger, en parlant de lui, expliquait qu'il superposait de grands aplats de couleurs vives et crues pour rendre le contraste des enseignes lumineuses clignotantes.

Une chose frappe dans l'exposition, c'est la découverte d'un Picasso inconnu : sculpteur, dessinateur, céramiste. Tout lui est prétexte à œuvre d'art : un guidon et une selle de vélo deviennent dans ses mains une tête de taureau. C'est le siècle de la technique et de la marchandise. Nombre de ses sculptures sont faites à partir d'objets usuels qu'il transforme. Quatre-vingts dessins préparatoires pour « l'Homme au mouton ». Voilà qui brise la légende d'un Picasso bâcleur et brouillon.

S'il a pu renouveler ainsi la façon de voir et de transposer la réalité, c'est parce qu'il s'est mis à l'école de l'art, jusqu'alors méprisée, des peuples d'Afrique, d'Océanie, d'Asie et d'Amérique latine (arts précolombiens). Dans ses sculptures, dans son dessin, on sent l'influence des statues et des masques africains. C'est à ce titre qu'il sera attaqué par les collaborateurs sous l'occupation nazie.

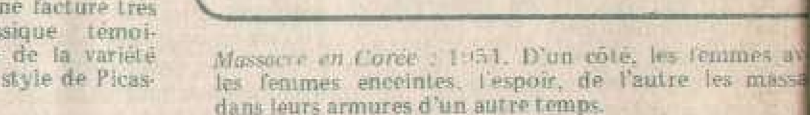
Picasso, un nom symbole d'espoir de par l'impression de vigueur, de santé, de renouvellement qui se dégage de ses toiles, que ce soit des portraits, d'enfants, de femmes, de corridas, ou de natures mortes. Il essayait toujours de montrer la richesse et les aspects nouveaux de la réalité.

Bien que dans ce système, tout soit fait pour cantonner l'artiste dans sa solitude, néanmoins, Picasso a su traduire dans ses peintures les souffrances et la misère du peuple. Ainsi, « La repasseuse » ou « Le Couple de vieillards » (peint à 13 ans). Il reste l'auteur de Guernica réalisé en 1936, à partir du martyre d'une ville du Pays Basque écrasée sous les bombes d'Hitler, véritable cri d'alarme adressé au monde sur le danger de guerre fasciste.

« Massacre en Corée » : une grande fresque peinte en 1950 pour dénoncer l'intervention américaine en Corée. En 1952, au moment de la guerre froide, de l'intervention US en Corée, de l'intervention française au Vietnam, il réalise deux grandes fresques où il montre la guerre force de destruction.

L'allusion est claire. Il peint aussi la paix, où l'on voit hommes et femmes travailler, s'aimer, les enfants jouer en paix, sans exploiteur. Il fait chanter les jaunes et les verts, les formes sont pleines et douces, à l'opposé de Guernica. Voilà qui redonne espoir à ceux qui se battent. Malgré les difficultés, Picasso s'est toujours voulu proche des travailleurs et des peuples. Un peintre très célèbre, mais dont l'œuvre est très méconnue des travailleurs. Dans un autre système, les ouvriers et les paysans pourront voir et comprendre les œuvres d'art.

Léon CLADEL



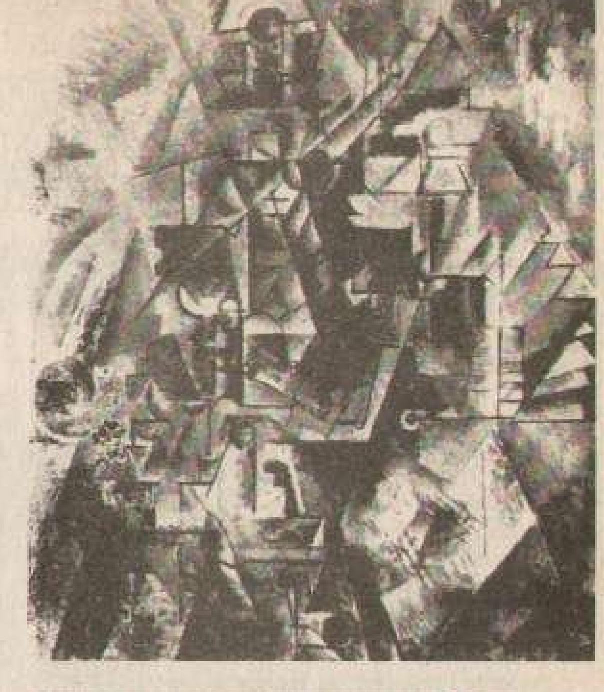
Massacre en Corée : 1951. D'un côté, les femmes avec leurs enfants, les femmes enceintes, l'espoir, de l'autre les massacreurs, cuirassés dans leurs armures d'un autre temps.





Picasso, qui aurait eu 100 ans en 1981.



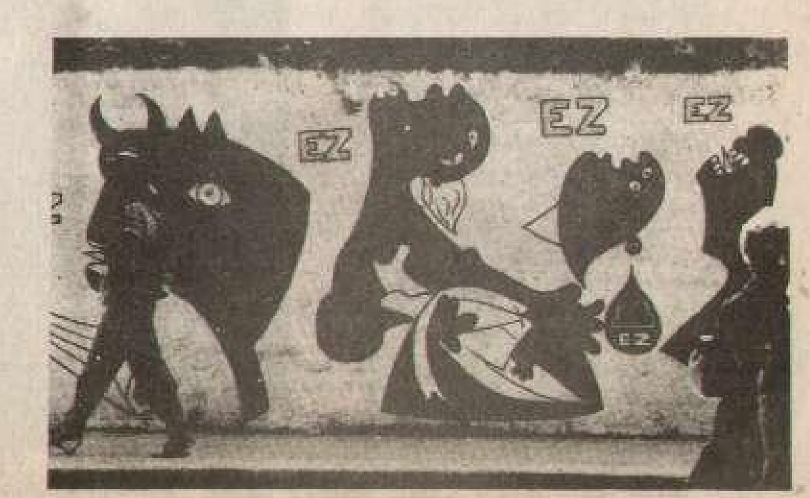


La Clarinette : 1911. Picasso décompose ici les formes. Le sujet disparaît quasiment sous le ryhme des lignes qui s'opposent.



Portrait de Daura Maar : 1937. Les yeux et le nez vus à la fois de face et de profil donnent une impression de mouvement.

Fresques d'enfants sur les murs de Guernica.
« Dans ce tableau, j'exprime mon horreur de la caste militaire, qui a fait sombrer l'Espagne dans un océan de douleur et de mort ».



«Sans anesthésie»

Un film venu de l'Est

« *Sans Anesthésie* », le film sélectionné par la Pologne pour le festival de Cannes est sorti en France. Du cinéma ? Beaucoup d'intérieurs, beaucoup de gros plans. On est loin des vastes étendues des plaines polonaises du précédent film de Wajda « *Les demoiselles de Wilko* ».

Dans ce film, c'est l'enfermement qui est raconté. L'étouffement suinte de l'univers de Jerzy, reporter international. Avec — ou sans — anesthésie, le piège de la bureaucratie se referme.

Une histoire banale, ce film. Jerzy est grand reporter, sa femme le quitte pour vivre avec un nouveau collègue de travail de Jerzy. Imbrication permanente entre la perte de la femme et le perte du travail. C'est un film où la parole est reine : paroles d'explications, paroles d'affrontements, paroles qui passent, paroles parallèles, paroles de sourds.

Pourquoi la femme veut-elle divorcer ? On ne le sait pas : « *Il me FAUT le divorce* ». Les raisons, elle est incapable de les expliquer à sa meilleure amie : « *Dis-lui n'importe quoi* ».

Pourquoi Gerzy perd son travail, on ne le comprend pas non plus. Au départ, une interview à la télé, propos forts anodins pour nous, mais qui déplaisent, gênent le directeur du journal de Jerzy. « *Pourquoi cette émission, le vendredi soir, les gens veulent être distraits, il va y avoir des plaintes* ».

« *Sans anesthésie* » est un film qui brise l'image que j'avais de la Pologne. La Pologne est moderne, mêmes bureaux, mêmes rapports dans le travail, même mode, mêmes étudiants, des appartements un peu plus miteux. Une grosse différence : la musique. Enfin, un pays presque occidental. Il est vrai que le milieu où Jerzy évolue est un milieu aisé. Il n'aura pas de problème d'argent, mais sa vie sera quand même brisée, immolée. Sur quel autel ?

Tout le propos du film de Wajda n'est pas d'expliquer le pourquoi, mais de montrer le comment.

Comment, dans le divorce, on fabrique des preuves, on manipule des individus. Étonnement devant l'amas des témoignages au tribunal, les tours de passe-passe, jeux avec les mots, la procédure. Art de fabriquer des preuves.

Comment Jerzy n'aura plus de travail, sans être mis à la porte.

Premier échec. Il défend un livre qu'il veut faire primer. Face à lui, son collègue-amant de sa femme. Celui-ci se prévaut de sa connaissance de la Pologne et attaque le livre défendu par Jerzy, comme un livre rempli de sarcasmes, d'ironie. Ce n'est pas la Pologne qu'il connait... et de défendre un livre où l'auteur a le courage « *le vrai courage de défendre ce qui est beau* ». Bagarre entre la vérité et la beauté, entre le vrai qui dérange et la démagogie qui arrange.

Au fil des jours, entre les péripéties du divorce, c'est tout qui s'enfuit. Une fuite lente, douce, imperceptible. Jerzy sera dépossédé de son travail : disparition de journaux, de reportages, de séminaires. Qui est à l'origine de ces disparitions ? Jamais on ne le sait. Cette dépossession est imputée au désordre de l'administration, à des graphiques, à des congés-maladie. C'est l'« anesthésie quotidienne » : un univers à la Kafka. Une machine parfaitement huilée, efficace, qui marche. Il n'y a pas de grain de sable pour la dérégler.

Le pourquoi ? Il est livré en petites touches discrètes perdues au milieu de l'incommunicabilité. Le spectateur est obligé de réfléchir, il cherche. On lui sert de petites phrases révélatrices : « *Tu n'es qu'un libéral rassis, un révolutionnaire de café littéraire* ». « *Il est allé jusqu'à contredire les thèses officielles sur les événements à l'étranger* ». Et les phrases terribles de la fille de Jerzy, à peine sortie de l'enfance, étudiante à Moscou.

Oui, le pourquoi est difficile à discerner dans le film de Wajda. Le pourquoi étouffé de la peur n'est pas hurlé. Mais des pays de l'Est, les raisons, surtout en cinéma, il vaut peut-être mieux les fondre au hasard des phrases, des plans, des images. Montrer le comment c'est déjà énorme.

Nicole MARGERIE



Qui travaille pour qui ?

de *Baudelot et Estrablet*

Les auteurs de *L'École capitaliste en France*, de *La petite bourgeoisie en France* et de *L'École primaire divise* récidivent en nous livrant une passionnante étude de la structure de la production et de la consommation dans notre pays, qui débouche sur une intéressante contribution à l'analyse des classes en France.

Ce livre qui aurait pu être fort austère, car bourré de statistiques, retient l'attention de bout en bout en surmontant fort bien cet écueil.

Dans la première partie, les auteurs analysent le résultat du travail de 21 millions de travailleurs. A quel usage économique et social est consacré le fruit de leur travail ? Quelle est la part consacrée aux biens de luxe, celle consacrée à la reproduction de leur propre force de travail jour après jour ? Comment apprécier le rôle de cette immense entreprise qu'est l'État ?

Au passage les auteurs démontent de manière précise et argumentée nombre de promesses du programme commun, totalement irréalistes ou irréalisables dans le cadre du régime capitaliste maintenu et de la structure économique existante.

Un livre qui n'est pas sans faiblesse, notamment parce qu'il en vient, dans les faits, à nier l'existence des réalités aussi tangibles que l'impérialisme ou les monopoles mais qui apporte une contribution précieuse à la connaissance de la France d'aujourd'hui et aux problèmes auxquels sont confrontés tous ceux qui réfléchissent et qui luttent pour l'instauration du socialisme dans notre pays.

Le goulag vietnamien

de *Doan Van Troai*



Comment un jeune dirigeant du mouvement anti-américain à Saigon pendant les années 70-75 se retrouve-t-il, une fois le pays libéré, dans la même cellule de la même prison que celle où il fut incarcéré du temps de Thieu ? Sous le régime des autorités de Hanoi, il retrouve son nom gravé autrefois sur le mur de sa prison. Cette fois-ci il sera emprisonné vingt-sept mois sans savoir pourquoi avant de devoir, comme tant d'autres de ses compatriotes, prendre le chemin de l'exil.

Le livre de Doan Van Doai est un simple récit où s'entrecroisent différentes tranches de sa vie : sa jeunesse auprès de son père combattant du Viet-minh, son éveil politique dans le camp de « cette troisième force », alliée au FNL et du Parti des Travailleurs du Vietnam, son désenchantement et son désarroi, au fur et à mesure que s'installent au Sud-Vietnam les fonctionnaires venus du nord du pays, que s'installe un régime dont il n'aura à connaître que les prisons. A travers ce récit, on voit se dévoiler certains aspects de l'actuel régime de Hanoi : la répression, la corruption, le bureaucratisme aveugle et imbécile, un pays à nouveau dominé. « *Une immense prison, voilà ce qu'est devenu mon pays* », conlut Doan Van Toai, « *nous allons devoir nous libérer à nouveau* ».

L'empire du milieu retrouvé

de *Tsien Tche Mao*

L'intérêt principal de cet ouvrage est de donner de nombreuses informations sur les différents aspects de la politique suivie dans l'édification du socialisme en Chine au cours de ces trente dernières années.

Il donne une image d'ensemble tant de la politique intérieure que de la politique internationale de la République populaire de Chine. On regrettera néanmoins le caractère de commentaire des textes officiels chinois que prend parfois cet important travail. On aurait aimé trouver plus d'éléments tirés de la réalité chinoise elle-même. Parfois, également, cet ouvrage cherche à vouloir tout expliquer et justifier à toute force, ce qui peut lui ôter une part de sa crédibilité.

Malgré tout, ce livre est intéressant et utile par les informations qu'il apporte sur les orientations suivies par le Parti communiste chinois. Ainsi que par sa démarche consistant à vouloir faire comprendre l'évolution de la Chine en fonction de la réalité chinoise.

Pierre BURNAND

«L'Alternative»

Pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est

Une revue sur les luttes en Europe de l'Est, *L'Alternative* vient de sortir son numéro 1. Elle vient heureusement combler une lacune dans notre pays. Comme l'indiquent ses fondateurs : « *Les luttes menées en Union soviétique et dans les autres pays d'Europe de l'Est pour les libertés démocratiques, individuelles et collectives, et contre la répression, rencontrent un écho croissant dans l'opinion publique. Il manque ajourd'hui, en langue française, une publication qui donne le plus systématiquement possible des informations sur ces luttes et sur la répression. Le but de* L'Alternative *est d'être cette publication* ».

Nous saluons cette nouvelle revue et invitons tous nos lecteurs à en prendre connaissance.

Le sommaire du No 1 est particulièrement intéressant : un dossier sur les travailleurs et les syndicats libres à l'Est, des documents du KOR polonais, une interview de Robert Havemann (RDA), des textes de dissidents tchécoslovaques, soviétiques, hongrois, roumains, des documents sur les procès de Prague, sur les Jeux Olympiques de Moscou en 1980 ainsi qu'une *Chronique des événements courants* en RDA, en Pologne et en URSS, tout à fait intéressante et fort bien documentée.

J. S.

L'Alternative : 12 F le numéro, 60 F l'abonnement annuel. Librairie Maspéro, 1, place Painlevé. 75005 PARIS.



RADIO

«Ces voix qui nous gouvernent»

Les travailleurs de l'Alsthom-Belfort montrent leur propre radio pour populariser leur lutte. Pour ce faire, ils ne peuvent compter sur les radios périphériques. Elles sont contrôlées par le gouvernement. Un livre vient de sortir sur ce sujet : « *Ces voix qui nous gouvernent* » par un ancien de la radio. C'est un livre plein d'informations, de révélations et de réflexions très pertinentes sur le pouvoir qu'exerce le gouvernement par ce biais-là, sur les liens entre radio, publicistes, patrons, gouvernement, presse écrite, etc.

Aux Éditions Alain Moreau par Philippe Aubert.



ALAIN MOREAU

CINEMA

La dérobade

Déception

Daniel Duval a voulu mettre en scène l'excellent livre de Jeanne Cordelier qui retrace la vie – sa vie – d'une prostituée. Difficile entreprise sur un sujet difficile, où il est trop tentant de tomber dans le voyeurisme et le goût du morbide.

Jeanne Cordelier, qui vivait son livre de l'intérieur, a réussi à passer loin au-delà de ces écueils. Il n'en est pas de même du metteur en scène qui compte sans doute sur la popularité du livre pour attirer le public. Même si Miou-Miou y a trouvé le meilleur rôle de sa carrière, ni elle ni Maria Schneider ne réussissent à relever le niveau de ce film qui reste dans l'anecdote.

Le livre de Jeanne Cordelier vient de paraître en livre de poche. En vente aux Herbes sauvages - 70, rue de Belleville - 75020 Paris.

POLAR

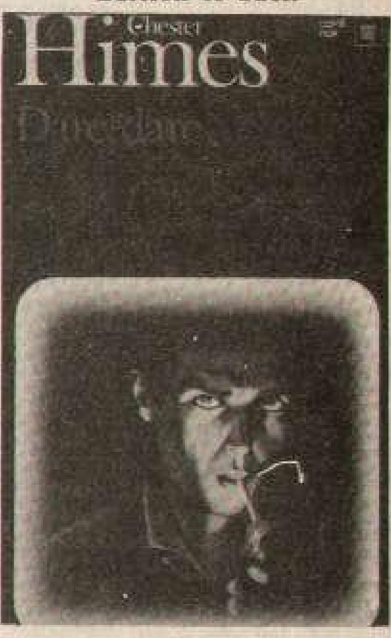
«Dare-Dare»

Chester Himes

Quand on s'appelle Jimmy, qu'on est manutentionnaire dans une grande chaîne de restaurant, on a du mal à prouver son innocence pour un crime qu'on n'a pas commis, surtout si l'on est noir à New York aux USA.

Un livre de Chester Himes, pour qui le roman policier est une manière de témoigner dans un style direct de la condition des noirs américains. La majorité de ses romans sont situés à Harlem qu'il explore au moyen de l'enquête policière. Il montre la misère qui pousse à la rue, à la violence et parfois au meurtre pour s'en sortir.





ROMAN

«Ti Jean l'horizon»

Simone Schwartz-Bart

C'est en 1967 que Simone Schwartz-Bart avait écrit son premier roman, avec son mari, lauréat du prix Goncourt en 1959. Ce roman *Un plat de porc aux bananes vertes*. Son deuxième roman, *Pluie et vent sur Télumée Miracle* en Livre de poche. Elle vient de publier son dernier romain : *Ti-Jean l'Horizon*. C'est à Basse-Terre en Guadeloupe que tous ses contes lui ont été racontés : une bête venue d'ailleurs a avalé le soleil, et la nuit s'est abattue sur la planète et le jeune Ti-Jean, part sur les chemins de la Guadeloupe et de la mère Afrique à la recherche de l'astre perdu.

Les aventures qui vont se succéder seront des épreuves initiatiques qui ramèneront le soleil. « *Il y a le soleil qui revient à la fin, car je suis une femme d'espoir : nous sommes un pays neuf (...)* », explique l'auteur. « *Notre nuit antillaise, c'est évidemment la nuit de notre naissance, cette naissance très difficile en tant que peuple, la nuit de l'esclavage* ». Cette quête du soleil de Ti-Jean. C'est la lutte du peuple antillais pour retrouver son identité, la lutte d'un peuple qu'on a déporté d'Afrique aux Antilles en esclavage et qui est toujours colonisé par l'impérialisme français. Cette nuit, une bête a avalé le soleil, c'est la nuit du colonialisme. Simone Schwartz-Bart utilise toutes les ressources du créole et des contes oraux antillais.

Un grand roman qui marque la vigueur de la littérature des Antilles, cela au moment où Med Hondo vient de tourner un film : « *West Indies ou les nègres marrons de la liberté* » qui est un peu une histoire des Antilles. En même temps, s'ouvre à Paris le Théâtre Noir. Ensemble culturel qui vise à mieux faire connaître les cultures antillaise et africaine.

SPECTACLE

Sol une explosion de rire politique!

Sol ou Marc Favreau. Sol et les Fa Dièses de sa flûte. Sol ou la solitude des vieillards. Sol, à ras-le-sol, concret, tranchant, précis. Sol ou les missiles sol-sol. Sol ou le sor(l)dide de l'impérialisme. Sol et solidaire du Fier monde. Sol et un solo, solitaire sur scène. Sol et sollicitations incessantes aux spectateurs. Sol, un clown nouveau, tendre, attendrissant, passionné, passionnant, sanglant, sans gant.

Il règle nos comptes avec la course aux armements, aux deux superpuissances. Il appuie le tiers monde et le sort des vieux dans un enchantement de style, de contrepétries et de calembours.

Actuellement et jusqu'au 10 novembre, au Théâtre de la Ville à Paris.

Ne le ratez pas, quand il viendra chez vous.

TELE

FR3 dimanche 20h30

«La mémoire du peuple noir»

Claude Fléouter, par ailleurs journaliste musical, vient de réaliser une longue série de plusieurs émissions qui seront programmées à partir du mois de novembre sur FR3. A partir des musiciens et des chanteurs les plus célèbres, Claude Fléouter reconstitue le long chemin du peuple noir de l'Afrique aux États-Unis, aux Antilles, à la Jamaïque et au Brésil. Passionnant.

Sardou récidive contre le tiers-monde

Le chanteur Michel Sardou qui, par ailleurs, a un style très accrocheur, s'était vu chahuter pendant ses galas. Les manifestants contestaient le contenu de ses chansons notamment à propos des femmes et du viol, à propos des Africains et du colonialisme.

C'était en 1977, Sardou avait alors annulé toute une série de galas et avait mis de l'eau dans son vin. Mais voilà que l'an dernier, il a présenté une chanson incitant à la natalité devant la poussée démographique des peuples du tiers monde présentant ces derniers comme des ennemis (une redite du fameux péril jaune de sinistre mémoire).

Maintenant Sardou en rejoute avec « *Ils ont du pétrole, mais c'est tout !* », une chanson xénophobe et méprisante pour les pays producteurs de pétrole. Tout cela va dans le sens de la campagne du pouvoir visant à opposer les travailleurs aux peuples du tiers monde.

Sale besogne pour un chanteur.

"Je me suis mariée à 18 ans et je ne regrette rien..."

THEATRE

«Voltaire's Folies»

Un pamphlet grinçant contre la dictature et le fanatisme au Théâtre de la Plaine – 15e arrondissement.

THEATRE

«La tragédie du roi Christophe»

Le roi Christophe, c'est le premier roi de Haïti, après le départ des Français, sous Louis XVIII. Fils d'esclave, cuisinier et soldat, il a été le compagnon de Toussaint Louverture. Une pièce de l'écrivain martiniquais Aimé Césaire jouée par le Théâtre national de Dakar au centre Pompidou.

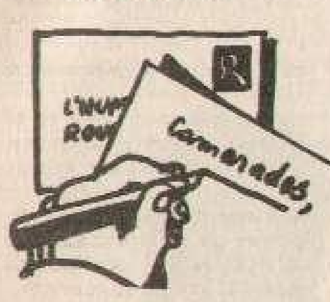
CHANSON

Les 10 meilleures... et françaises

Les ventes de disques ont chuté d'une manière catastrophique. Aussi, les postes de radio se tournent-ils de façon soudaine vers les chansons en Français dites *chansons françaises* espérant ainsi faire remonter les ventes. Jean-Louis Foulquier a commencé, l'été dernier, sur France Inter, une heure d'antenne exclusivement pour la chanson française. Cette émission baptisée : « Y' a d'la chanson dans l'air » continue chaque soir, de 22 h à 23 h. A RTL, aussi, on s'y met : à partir du 22 octobre et pendant un mois de 5 h 30 à 18 heures, cette station ne diffusera que des « *chansons françaises* ». France inter, de son côté, s'est associée à Antenne 2 pour matraquer pendant 10 jours les dix chansons du siècle, qui, comme il se doit, sont francisées, bien évidemment ! C'est Jacques Chancel qui a commandé pour l'occasion un sondage à la SOFRES : Trenet, Piaf, Brassens, Montand et d'autres sont les élus.

Une campagne qui sent l'argent et peut-être bien la xénophobie.

Courrier des lecteurs



«A propos des questions militaires»

Il est important que notre presse se préoccupe des questions militaires, les analyses, dans le but d'une part de faire prendre conscience aux lecteurs de l'importance de ces questions, d'autre part de préciser notre ligne.

En cela ce dossier est une bonne chose. Ce qui l'est moins, c'est que justement le premier article de ce dossier, le seul qui soit plus « politique » que les autres, est incomplet.

Il est dit que face au renforcement du potentiel militaire soviétique et au danger de guerre, seule une armée du peuple peut y faire face, ce qui est juste ; et qu'évidemment, il n'y a aucune confiance à accorder à la bourgeoisie pour mettre en place cette armée du peuple, l'armée actuelle défendant bien sûr ses intérêts de classe. Toute cette analyse est uniquement descriptive et analytique. Les conclusions sur ce que nous devons mettre en avant et sur quels mots d'ordre n'y sont pas. Le budget de la défense a augmenté de 16,8 % en 1977, de 15,8 % en 1978, de 13,9 % en 1979. De combien sera-t-il augmenté en 1980 ? On peut se demander quelle position prendre là-dessus. Allons-nous être favorables à une augmentation de ce budget sous prétexte du danger de guerre ? Alors que, d'une part, il est bien connu que la dissuasion est un feu de paille et que les Russes peuvent être à Brest en deux jours et demi et que d'autre part les soldats reçoivent toujours moins de 300 F par mois ?

Les questions ne sont plus d'ordre général. Malgré notre faible audience, quelle priorité avançons-nous à l'heure actuelle ? Dans le quotidien des 6 et 7 octobre 1979, l'éditorial, relatif aux questions de défense, conclut, après avoir constaté la faible ardeur de la bourgeoisie à dénoncer les dangers de guerre : « *Quelques mégatonnes de plus ou de moins n'y changeraient rien* » ! Alors là, c'est le bouquet ! Je suis d'accord avec l'analyse de l'article mais la conclusion montre que soit notre ligne est inconsistante, soit qu'on se fout de la tête des lecteurs.

Ceci est d'ailleurs lié à la position d'un lecteur (à propos du bimensuel énergie, bimensuel No 62), dommage qu'on ne sache pas de quelle ville il est ! Je suppose en tout cas que ce lecteur aurait du mal à travailler dans le CLIN (Comité de lutte et d'information sur le nucléaire) de Plogoff ou de Ploumoguer en défendant des positions qui n'aboutissent qu'à considérer les écologistes comme des marginaux et nous comme des purs et des durs qui avons la ligne juste partout et sur tous les points.

Didier-Brest

«Rompre avec le ronron sectaire»

Autant le « dossier brûlant de l'énergie » paru dans le No 67 m'a paru une initiative intéressante qui rompt avec le ronron sectaire trop souvent encore de mise dans notre presse, autant la lettre signée « un lecteur » parue dans le numéro 62 m'a hérissé le poil ! Ceci pour les arguments avancés.

— Quand on est persuadé que toutes les mesures de sécurité ne sont pas prises, quand on ne peut faire confiance aux bourgeois au pouvoir, quand on sait que pour eux la balance penche toujours du côté profit au détriment de la vie ou de la santé des travailleurs, la seule réponse claire est « Non au nucléaire ».

Le « lecteur » peut regretter l'absence du Parti dans la direction du mouvement contestataire du « tout nucléaire ». Il n'a pas à se replier sur une position sectaire et dogmatique, qui frise le mépris des masses.

— Mépris confirmé par le 2e argument. J'aurais admis une critique du genre : « les explications scientifiques ne sont pas claires » et je crois que les rédacteurs du dossier l'auraient admise également puisqu'ils font appel aux critiques et suggestions. Mais c'est craiment prendre nos lecteurs pour des imbéciles que de leur refuser l'explication : il y aurait d'un côté les spécialistes qui savent et les autres.

— Manque de chance, d'ailleurs, car il est bon nombre de spécialistes qui disent que la mise en œuvre des réacteurs constitue un risque impossible à mesurer, un pari criminel.

— Oui, le camarade Dagorn a raison : il y a bien eu « coup de force nucléaire de l'État bourgeois ». Oui, les nucléocrates existent. Il suffit de rappeler les prises de position des barons d'EDF, notamment de Marcel Boiteux, ou d'expliquer comment ils s'y prennent pour entamer les travaux sur certains sites nucléaires avant même d'en avoir l'autorisation...

— Quant aux accusations de « suivisme par rapport aux écologistes, ou aux idées à la mode », que signifient-elles fondamentalement ? Le même mépris des masses, un sommet de sectarisme et de dogmatisme !

— « Faire des articles en fonction de l'actualité » : parce que le problème de l'énergie n'est sans doute pas d'actualité ? Alors qu'il justifie une chronique régulière.

Pour conclure, je voudrais encourager les rédacteurs du dossier dans leur effort et souhaiter que la « table ronde » proposée soit une réussite : il est du rôle d'un Parti communiste de tenir compte des luttes, de ne pas craindre la confrontation des idées et des expériences, d'en prendre au contraire l'initiative, d'avoir le courage de rectifier sa ligne. Surtout de mener sans cesse la lutte pour chasser le sectarisme et l'opportunisme !

Paris

«Savoir ce qui s'est passé au Cambodge entre 1975 et 1978»

Je trouve très choquant le commentaire fait à propos du chiffre de 200 000 personnes tuées sous Pol Pot au Kampuchea, donné par Amnesty International, dans le bimensuel No 62. Cela représente environ 2,5 % de la population. C'est *énorme*. Nous avons eu raison de dénoncer l'élimination de plusieurs milliers de personnes en Argentine ; pourquoi donner l'impression que 200 000 au Cambodge finalement, c'est pas si mal que ça, puisque c'est inférieur au chiffre fantastique de 2 à 3 millions donné par les autres sources d'information ?

Savoir exactement ce qui s'est passé au Cambodge entre 1975 et 1978, c'est important aussi ; et il ne faut pas maintenant mettre de côté cette question, même si c'est vrai qu'actuellement c'est à l'agression vietnamienne qu'incombe la responsabilité de la situation plus que dramatique où se trouve le peuple du Kampuchea.

Agnès Henin-Beaumont

«Et les prisonniers politiques bretons...»

Depuis le 20 septembre, pas une seule ligne sur les dix-sept prisonniers bretons qui passent actuellement en Cour de sûreté de l'État (voir le quotidien). Dans le bimensuel No 63, la même chose.

Je trouve cela assez désolant si ce n'est pas déplorable, nous qui condamnons les tribunaux d'exception. La cause n'en vaut-elle pas la peine ?

Ce n'est pas parce qu'on est en désaccord avec leur mode d'action qu'il faut participer à leur isolement comme la plupart des journaux, télé et radio. Heureusement qu'il y a *Ouest-France* et *Radio Armorique*.

Ne vaudrait-il pas mieux les aider et les soutenir ? Car, pour la plupart, ce sont des ouvriers, employés, paysans victimes du capitalisme et, à travers ce procès, les capitalistes, eux, vont juger la révolte du peuple breton. Car la vraie violence vient d'abord de l'État qui oblige les jeunes à quitter leur région pour aller travailler à Paris, qui fait tout pour étouffer une langue et une culture qui existent pourtant. On ne va tout de même pas participer à cet isolement ?

Un ouvrier Vannes

Courrier des lecteurs



«A propos de la rubrique : aux creux des sillons»

La rubrique *« Au creux des sillons »* de Pierre Valsa a apporté un certain souffle à notre front culturel. J'ai beaucoup apprécié le style, les connaissances et les notes personnelles qui font si souvent défaut dans nos articles desséchés. Mais je dois dire que l'orientation qui se confirme au fur et à mesure des numéros me laisse perplexe.

Il me semble que Valsa inverse complètement les rapports entre la forme et le fond ou, comme dit Mao, entre le beau et le juste. Ce qui prime dans les jugements donnés, c'est bien le caractère de la musique, la qualité des arrangements, la voix du chanteur, etc., et non pas ce qu'il colporte, ce qu'il fait (bien ou mal) passer. Il est vrai que dans le passé nous avons trop négligé cet aspect des choses mais il faut rester les pieds sur terre. On peut rigoler à un sketch de Font et Val, tout en sachant que le contenu de leur « révolte » est fondamentalement anticommuniste. De même pour Dylan, je comprends que Valsa apprécie sa musique, n'empêche que cela fait partie d'un courant qui s'est manifesté après le voyage du pape aux USA.

On ne peut d'un côté analyser le voyage du pape comme nous l'avons fait par ailleurs et dire *« sacré bonhomme »* quand Dylan joue les *« armées du salut »*, même avec du talent. A ce rythme-là, on va applaudir si Jean-Paul II prend la guitare.

En un mot, je crois qu'il y a un critère qu'il ne faut pas oublier, c'est *« qui sert tel ou tel chanteur »*. Ce n'est nullement de ma part un appel au dogmatisme (*), mais à une critique plus fouillée, plus dialectique de la musique. Tenir une rubrique culturelle, ça n'est pas dire simplement *« tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil »*, car, en fait, on induit nos lecteurs en erreur. Il faut voir la réalité en face. Il y a aujourd'hui peu de chanteurs qui ont mis leur voix, leur musique dans la balance dans la lutte contre le racisme, contre l'exploitation, etc. Ceux-là, nous devons effectivement les approuver et ne pas être trop exigeants. Quant aux autres, il faut savoir aussi critiquer.

Marseille

(*) Joan Baez n'a-t-elle pas dit « sans dogmatisme » que Dylan n'avait jamais regardé que son nombril.

«L'aspect politique de la littérature et l'art»

Le fait que des lecteurs envoient des notes de lecture ne doit pas conduire à publier n'importe quoi comme par exemple les quelques lignes sur *1984* de G. Orwell : la critique est très positive, alors qu'il s'agit d'un roman antisoviétique écrit en pleine guerre froide, et dont « l'anticipation » n'est qu'une façade ; on peut relever entre autres que le dictateur Big Brother est un portrait physique de Staline et que le principal opposant, présenté comme un héros positif, est le frère jumeau de Trostski.

L'article sur Bob Dylan est également très criticable (ce n'est pas le premier du genre sur ce chanteur).

On ne peut nier que la carrière de Dylan a eu des aspects positifs au début, notamment lorsqu'il s'est inspiré des traditions du folk-song américain pour soutenir la révolte des jeunes contre l'ordre établi et le mouvement de résistance à la guerre d'Indochine, on ne peut nier non plus qu'il a certaines qualités de chanteur et de musicien. Mais il ne faut pas oublier que rapidement l'appât du gain et les thèmes réactionnaires (comme le reconnait Pierre Valsa lui-même) ont dominé le reste. Entre autre, Dylan a réinvesti certains de ses immenses bénéfices dans des entreprises qui ont participé à l'effort de guerre américain (Daw Chemical).

Pour conclure, je pense qu'il est bien de développer les pages culturelles, mais cela ne doit pas se faire en suivant les courants dominants de la société, comme le montrent les deux exemples ci-dessus et en masquant l'aspect politique de la littérature et de l'art.

APPEL POUR UNE CONFERENCE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE AVEC LE COMBAT DU PEUPLE KAMPUCHEAN POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE CONTRE L'AGRESSION VIETNAMIENNE

Les 17 et 18 novembre prochains se tiendra à Stockholm une conférence mondiale de condamnation de l'agression vietnamienne au Cambodge, de soutien à l'indépendance et à la souveraineté de ce pays. Plus de 250 délégués, venus de 25 pays, y participeront.

Nous reproduisons ci-dessous l'appel qui sert de base politique à cette conférence ainsi que la liste des premiers signataires français.

Vous pouvez envoyer votre signature et votre souscription (libellez vos chèques à l'ordre de Mme Lamiral) à :

Conférence mondiale sur le Kampuchea
Comité français de soutien
C/O Mme Lamiral
BP 22 Villejuif 94800

La guerre d'agression contre le Kampuchea démocratique (Cambodge) continue. Les forces de l'armée vietnamienne ont envahi et dévasté le Kampuchea pour renverser son gouvernement légitime, violant ainsi la souveraineté du Kampuchea démocratique, la Charte des Nations Unies et les principes de non-alignement .

Si cette atteinte flagrante à l'indépendance du pays était tolérée par la communauté internationale, ce serait une menace grave contre toutes les nations indépendantes. Notre silence serait interprété comme l'acceptation de l'agression et de l'invasion.

Malgré la diversité de nos opinions, nous sommes unis pour dénoncer l'occupation brutale du Kampuchea par le Vietnam avec le soutien d'autres puissances étrangères.

Nous exigeons que toutes les forces vietnamiennes se retirent immédiatement et sans conditions du Kampuchea, que l'indépendance nationale et la souveraineté d'Etat du pays soient respectées, et que les peuple kampuchéen recouvre le droit de régler lui-même ses propres affaires.

Nous demandons à toutes les organisations démocratiques, aux organisations internationales, aux personnalités, aux peuples et aux gouvernements épris de paix, de justice et d'indépendance dans le monde, d'apporter leur soutien et d'organiser une aide matérielle au peuple du Kampuchea en lutte et à son gouvernement légitime dans leur resistance contre les agresseurs vietnamiens.

Nous les appelons à assurer le succès de la Conférence internationale de solidarité avec le combat du peuple kampuchéen pour l'indépendance nationale contre l'agression vietnamienne, qui sera convoquée à l'automne de cette année.

Parmi les premiers signataires en France :

Robert Andrei (médecin), Alain Bouc (écrivain), Régis Bergeron (écrivain), Charles Tillon (écrivain), Jean Cardonnel (théologien), Kostas Mavrakis (universitaire), Joris Ivens et Marceline Loridan (cinéastes), Edmond Jouve (universitaire).

Pradith Vonghandith (secrétaire général du Comité pour l'indépendance du Laos), M. Bizet (député de la Manche, apparenté RPR), Roger Dubois, Pierre Barès (médecin), Roger Fels (médecin), J.M. Poncet (médecin), Philippe Poncet (médecin), Françoise Caroz (médecin), Michèle Giordani (médecin), Robert Allezaud (employé), M.L. Saura (enseignante), Edmonde Charles-Roux (écrivain), Jean Claude Cluzant (syndicaliste SNCF), Agnès Loifert (étudiante), Paul Cesbron (médecin), Maryvonne Lecuyer (enseignante), Alain Faucard (écrivain), Yves Di Manno (écrivain), Daniel Biau (ingénieur), Guillaume Chantry (ingénieur), Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France, Union des Patriotes du Kampuchea en France, Monica Garcia Orozco (étudiante), Jacques Poitou (enseignant), Jean-Guy Dufour (ingénieur), Annie Brunel (journaliste), Mme Rey (enseignante), Mme Jullian (enseignante), Claude Derrienne (journaliste), Jacques Lancier (journaliste), Anita et Pierre Bizia, Hugues Monod (professeur de médecine), Mme J. Monod, Hubert Laudet.